

INFO

BIRMANIE

Rapport de Mission
Birmanie
1^{er} février – 13 février 2015

Cécile Harl

SOMMAIRE

CONTEXTE DE LA MISSION

- Modalités de la mission 1
- Contexte et points importants 1
- Déroulement de la mission 3

PRINCIPAUX THÈMES ABORDÉS PENDANT LA MISSION

- Les Élections 4
- Prisonniers Politiques – Lois Répressives 15
- Les Rohingyas 19
- Processus de paix 29
- Ressources naturelles et conflits armés : État Kachin et nord de l'État Shan 31
- Investir en Birmanie 35
- Confiscation des terres 38
- Protestations étudiantes 44
- LGBT 49

MISSION À DAWEI

- Le projet de Zone Économique Spéciale 51
- État karen : Cérémonie de préservation de la nature 60

CONTEXTE DE LA MISSION

Modalités de la mission

Dans un contexte changeant et inédit, il est nécessaire pour Info Birmanie de se rendre compte de la réalité des évolutions sur le terrain, notamment de rencontrer les acteurs locaux du changement. Travaillant en étroite collaboration avec les réseaux de soutien à la Birmanie et les défenseurs des Droits de l'Homme birmans, il s'agit pour Info Birmanie de renforcer nos liens avec les acteurs locaux de la société civile.

Cécile Harl, coordinatrice d'Info Birmanie, a mené la mission sur le terrain.

Un bénévole d'Info Birmanie, Christophe de Chasse, a également participé à la mission. Christophe travaille sur un projet de web-documentaire sur la Birmanie, l'État de Droit et les élections de 2015, qui devrait être publié avant le mois d'octobre 2015.

Alors que les élections générales approchent, cette mission nous a permis d'échanger avec des acteurs locaux spécialisés, pour analyser dans quelle mesure elles pourront être libres et équitables. Les minorités ethniques étant au cœur de ce débat et des conflits en cours dans le pays, nous avons rencontré des défenseurs des Droits de l'Homme œuvrant pour le processus de paix et la défense des Rohingyas. Le contexte de la mission, qui s'est déroulée dans un climat tendu de manifestations étudiantes et de répression, nous a conduits à porter une attention particulière aux lois répressives et aux prisonniers politiques.

Enfin, une mission à Dawei, nous a permis d'étudier l'avancée du projet de Zone Économique Spéciale (SEZ), de rencontrer et d'interviewer les villageois, paysans et pêcheurs impactés et de renforcer nos liens avec la société civile locale. Les informations obtenues nous permettront de compléter notre campagne sur l'investissement responsable et de publier un reportage sur l'impact de la SEZ sur les communautés locales.

Contexte et points importants

A quelques mois des élections, la société civile birmane est en ébullition. Cependant, les espoirs suscités par les réformes mises en place par le président Thein Sein, à la sortie de la dictature, ont laissé place au pessimisme. Les activistes constatent que les réformes reculent et estiment que le tournant démocratique ne se jouera pas avec les élections générales de 2015. En effet, tant que le gouvernement n'acceptera pas de redonner le pouvoir au peuple, aucun État de Droit ne pourra être mis en place en Birmanie.

Tous l'affirment, la constitution est responsable de cette situation, mais l'impression générale est que le gouvernement refusera d'amender les articles qui permettent aux militaires de conserver le contrôle politique et économique du pays. Pour beaucoup, les réformes sont faites par et pour eux, le seul moyen d'amender la constitution est donc de protester et l'histoire risque de se répéter : manifestations – répression. Les manifestations étudiantes semblent conforter cette impression.

Et pourtant, la Birmanie a besoin d'amender le texte constitutionnel, pour protéger les travailleurs, les villageois, les paysans, les activistes, les minorités etc. Le gouvernement ne souhaite pas le changement que la population birmane attend depuis des décennies, il doit modifier son attitude et comprendre que la société civile n'est pas l'ennemi de l'État.

Malheureusement, l'arrivée de plus en plus d'investisseurs étrangers dans le pays attise la convoitise des dirigeants qui font privilégier les intérêts économiques sur les droits du peuple, sans que la communauté internationale ne s'en soucie. Les violations des Droits de l'Homme continuent en toute impunité et les activistes qui osent dénoncer les sujets sensibles sont harcelés et emprisonnés.

Aung San Suu Kyi, leader de l'opposition est toujours extrêmement populaire, mais le peuple craint qu'elle ne rentre dans le jeu des manœuvres et de stratégie politiques. Par ailleurs, la NLD ne s'est pas encore prononcée sur sa participation aux élections et pourrait décider de les boycotter, notamment si les discussions pour l'amendement de la Constitution ne sont pas concluantes.

Déroulement de la mission

DATE	ACTIVITES
1er février	<ul style="list-style-type: none"> • Movement For Democratic Current Forces – Ko Zarni
2 février	<ul style="list-style-type: none"> • Sharemercy – Wayan Tin Maung Win • EarthRights International - Jessica Sampton et Than Than Aye
3 février	<ul style="list-style-type: none"> • Association d'Assistance aux Prisonniers Politiques (AAPP) - Bo Kyi • Smile Education - Myo Win • Hygienic Legal Clinic - Robert San Aung
4 février	<ul style="list-style-type: none"> • Women Peace Network Arakan - Wai Wai Nu • Conférence "land issues in Myanmar" organisée par Pangku • Yi Yi Htwe – activiste de Dawei
5 février	<ul style="list-style-type: none"> • People's Alliance For Credible Election (PACE) - Sai Ye Kiaw Sar Myint • New Myanmar Foundation - Mya Nandar • Myanmar age media company - Aung Kyaw
6 février	<ul style="list-style-type: none"> • Democracy and Human Rights Party - Kyaw Min • All Burma Federation of Student Unions (ABFSU) Central Working Committee - Phyo Phyo Aung • Parlementaire UDSP Shwe Maung
7 février	<ul style="list-style-type: none"> • Conférence "Empowering Media & CSOs—Interaction on Election Observation and Reporting " organisée par Anfrel (Asian Network For Free Elections) et Myanmar Journalist Network
8 février	<i>Transport jusqu'à Dawei (18h de bus)</i>
9 février	<ul style="list-style-type: none"> • Dawei Development Association - Thant Zin • Visite Kalone Hter village - Moine Sayadawe U Panya Wuntha
10 février	<p>Visite de la Zone Economique Spéciale de Dawei :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Musée du projet de SEZ, • Village de Ma Hin Gyi, • Htein Gyi village, • Na bu Lae Youth group - Kiaw Thu <p>Village de Thantapin, État Karen</p>
11 février	<ul style="list-style-type: none"> • Cérémonie de préservation de la nature : zone de Katobi, État Karen • Southern Youth Development Organisation - Saw San Ngwe <p style="text-align: center;"><i>Transport jusqu'à Rangoun</i></p>
12 février	<ul style="list-style-type: none"> • Cérémonie de l'Union nationale (signature des accords de Panglong avec les minorités ethniques) + anniversaire de la naissance du général Aung San • Togetherness Education and Policy Research Unit – NLD - Nay Chi
13 février	<ul style="list-style-type: none"> • Kachin Peace Network - Konja • Equality Myanmar - Kelsey Atwood

PRINCIPAUX THÈMES ABORDÉS PENDANT LA MISSION

Les Élections

On peut se demander comment les élections pourraient être libres et équitables, alors que, le gouvernement en place, qui a montré sa volonté de garder la mainmise sur le pays, risque de perdre sans corruption ou manœuvres. De plus, même l'organe qui veille au bon déroulement des élections, la Commission Electorale (UEC), manque totalement d'indépendance. Elle est présidée par Tin Aye, un ancien général de la junte militaire et un membre actuel de l'USDP.

Alors que les élections ont lieu dans quelques mois, les normes et régulations censés les encadrer n'ont toujours pas été votées et semblent être adoptées sans aucune concertation avec la société civile. La population, en particulier dans les zones reculées, est très peu informée et ne sait pas quand, ni comment, ni pourquoi voter. La mauvaise gestion des listes électorales et les modalités de scrutin très strictes risquent d'exclure une grande partie de la population. Le vote s'annonce biaisé par les nombreuses restrictions concernant les campagnes électorales des partis politiques et les candidats (à commencer par la leader de l'opposition, Aung San Suu Kyi qui ne pourra pas prétendre à la présidence du pays). Enfin, la participation de la société civile au processus d'observation des élections semble très limitée.

En Birmanie, les rumeurs sur les élections vont bon train : pour certains elles seront décalées car le gouvernement va utiliser l'instabilité actuelle (les conflits armés dans le pays, les manifestations étudiantes et le conflit religieux) pour repousser les élections et même éventuellement faire un coup d'État. Dans cette hypothèse, tous s'accordent sur le fait que d'importantes protestations auront lieu et seront violemment réprimées.

Pour d'autres, les militaires n'ont pas intérêt à annuler ou reporter les élections car ils perdraient en crédibilité. La tenue d'élections relativement libres et équitables leur donnerait, au contraire, beaucoup de crédit auprès de la communauté internationale.

La question qui se pose aujourd'hui est finalement de savoir, si l'armée va réellement transférer le pouvoir et si « l'après élections 2015 » constituera effectivement un tournant pour l'avenir du pays. En effet, les militaires bénéficient toujours de 25% des sièges au Parlement et ont la mainmise sur l'économie. De plus, beaucoup de partis d'opposition n'arrivent pas à se mettre d'accord ni en interne, ni entre eux et le gouvernement instrumentalise le climat de haine contre les musulmans pour gagner en popularité et faire perdre des voix à la NLD.

People's Alliance For Credible Election (PACE) - Sai Ye Kiaw Sar Myint (Ko Sai)

PACE est une organisation qui travaille sur l'ensemble du processus électoral : éducation au vote, observation des élections et plaidoyer auprès du gouvernement birman. Financés en partie par les USA, c'est une grosse structure qui travaille en réseau.

PACE a décidé d'être stratégique et de travailler directement avec la Commission Électorale (UEC). L'UEC n'a montré aucune volonté d'organiser des élections justes et équitables, mais PACE considère que plutôt que d'abandonner il faut la pousser à aller plus loin. Pour eux, l'UEC ne va pas aller chercher les CSO, il faut donc que ce soient elles qui lui demandent des informations et insistent, c'est le seul moyen d'arriver à quelque chose. C'est un parti pris qui n'est pas partagé par toutes les organisations qui travaillent sur le processus électoral. En effet, beaucoup de CSO ne font pas confiance au gouvernement ni à l'UEC et préfèrent travailler de leur côté plutôt qu'avec les autorités.

Les divisions sur ce sujet sont très nettes entre CSOs. Les relations de PACE avec l'UEC et les organisations internationales, leur permettent d'être bien informés sur le sujet et de maîtriser des aspects plus techniques.

Nouveau système électoral et enregistrement des citoyens sur les listes



Lors des dernières élections générales, pour pouvoir voter il fallait être inscrit sur un registre papier et signer celui-ci à la main. Les informations sur chaque électeur n'étant pas centralisées, de nombreuses irrégularités ont été constatées pendant le vote. Cette année, la Birmanie va expérimenter un nouveau système électoral numérique. Les informations seront toutes centralisées à Nay Pyi Daw et permettront aux bureaux de vote de taper le nom des électeurs pour vérifier si la personne est bien inscrite dans la circonscription en question.

L'objectif affiché est de nettoyer les listes électorales pour éviter que certaines personnes soient inscrites dans plusieurs circonscriptions et autres fraudes. Il s'agit d'une réelle avancée, mais celle-ci demeure très technique et nécessite une collecte d'informations très précises. L'UEC est aidée par des experts de l'Union Européenne qui organisent des groupes de travail. Toutefois, ils apportent peu de conseils techniques pour le processus global.

➤ Collecte d'information sur les électeurs

L'UEC est en train de collecter les informations sur les électeurs auprès des autorités locales pour ensuite les enregistrer numériquement. Pour que chaque électeur soit identifiable et unique (beaucoup de birmans ont les mêmes noms), les informations sur les électeurs comprennent : le nom, genre, prénom paternel, adresse, numéro de carte identité et date de naissance. Cependant, un problème technique subsiste : le nouveau programme informatique utilisé est étranger et on ne sait pas s'il comprend la langue birmane. En effet,

selon l'origine des personnes, les noms peuvent être lus dans différents sens et cela pourrait être à l'origine de complications.

La collecte d'informations sur les électeurs devrait finir autour du mois de mai ou de juin, selon l'agenda de l'UEC. Elle avance petit à petit et zone par zone, mais, grâce à l'aide des organisations internationales, cela pourrait être envisageable. Néanmoins, des doutes demeurent quant à l'exactitude des listes électorales. En effet, on ne sait toujours pas comment l'UEC compte collecter les informations sur les électeurs dans les zones éloignées ou touchées par les conflits armés.

➤ **Publication des listes électorales et recours auprès de l'UEC**

Une fois complétées, les listes seront publiées par municipalité et les habitants auront 2 semaines pour vérifier qu'ils sont bien inscrits et que les informations à leur sujet sont exactes. Dans le cas contraire, ils devront faire un recours auprès de l'UEC pour qu'elle réactualise les listes. Les électeurs devront également reporter toute anomalie sur les listes concernant des tierces personnes : personnes décédées ou inexistantes, mauvais orthographe d'un nom etc. Cela signifie que les autorités devront être transparentes sur la publication des listes dans chaque municipalité pour que les citoyens soient informés (comment faire, quand et comment) et puissent procéder à la vérification des listes. Elles devront s'appuyer sur les médias (radios, journaux etc.) et organiser des campagnes de communication afin qu'il soit certain que l'information circule dans l'ensemble du pays, y compris dans les zones éloignées, ce qui semble presque impossible.

La publication des listes électorales devait se tenir au mois de juillet 2015. Toutefois, le processus à l'échelle nationale est tellement compliqué et peu organisé, qu'elle pourrait avoir beaucoup de retard. Les élections ont pourtant lieu dans quelques mois. Pour l'instant, les citoyens n'ont aucun moyen de savoir s'ils figurent sur les listes de leurs circonscriptions ni quand les listes seront publiées.

➤ **Rôle des CSO**

Les listes pourraient être très éloignées de la réalité du terrain et les autorités n'ont toujours pas expliqué comment elles comptaient informer les citoyens. Les procédures de recours n'ont pas encore été annoncées et personne ne sait en quoi elles consisteront ni si les autorités seront formées pour transmettre l'information localement. Dans tous les cas, il est important que les procédures définies par l'UEC pour l'inscription sur les listes et les recours en cas de problème soient simples et compréhensibles pour tous, notamment pour les petits villages et lieux isolés.

Le rôle des CSO est donc très important. Elles ont le droit de participer à l'ensemble du processus électoral, elles devraient donc être en mesure d'aider à l'enregistrement des électeurs même si, concrètement, elles n'ont pas beaucoup de moyens ni de capacités.

Elles vont communiquer localement sur les dates de publications des listes, étudier les procédures, notamment de recours, pour les expliquer sur le terrain, aider les citoyens à vérifier les listes électorales et remplir les formulaires le cas échéant. Elles s'assureront, aussi, que toute personne en âge d'être inscrite puisse l'être, mais, également, qu'il n'y ait pas de « faux électeurs ».

Ko Sai s'inquiète : « *il faut encourager les petites organisations à travailler sur le sujet car remplir des formulaires s'avère compliqué pour beaucoup de personnes* », de plus « *les gens auront peur de faire des recours auprès des autorités qu'ils craignent toujours* ».

Toutefois, tant que les procédures de recours ne sont pas publiées, les associations ne sauront pas comment former les électeurs. L'UEC doit organiser des sessions d'information pour les organisations locales dans tous les districts de Birmanie pour leur expliquer comment cela va se passer. En effet, les organisations locales en dehors de Rangoun n'a pas accès à l'information.

Éducation au vote

Les premières élections générales n'ont eu lieu qu'en 2010 et on estime à moins d'un tiers les personnes ayant déjà voté une fois au moins dans leur vie en Birmanie, pour des raisons démographiques et logistiques, mais aussi politiques, les activistes n'ayant souvent pas pu ou voulu participer aux dernières élections. Il y a donc un réel besoin de mener des actions de sensibilisation pour favoriser la compréhension des élections : comment voter, pour qui et pourquoi voter, quelle utilité du vote etc.

Et pourtant, peu d'organisations travaillent sur le sujet et il n'y a pas de programme efficace d'éducation au vote. Les CSO n'ont pas les connaissances techniques pour être opérationnelles sur le terrain et chaque organisation a son propre programme : certaines travaillent sur les partis politiques et leur programme tandis que d'autre se concentrent sur les valeurs de démocratie et de citoyenneté, d'autres, enfin, ne travaillent que sur le processus électoral : comment s'inscrire sur les listes, comment voter etc. En outre, les CSO ne se divisent pas les zones géographiques à couvrir, plusieurs programmes d'éducation au vote peuvent donc être menés simultanément dans une même localité, tandis qu'il n'y aura rien ailleurs. La communauté internationale devrait davantage aider les CSO à mener des formations, notamment dans les zones peu ou pas accessibles.

Normes et régulations

➤ Restrictions concernant les candidats et les campagnes électorales

On ne sait pas encore quelles seront les règles qui vont encadrer la participation des candidats et les campagnes des partis politiques : durée de la campagne, format et enregistrement des meetings publics, affichage, autorisation pour les partis politiques d'utiliser une figure du parti au niveau national etc. Bien que cela ne soit pas encore officiel, Nay Chi (*voir plus bas*) pense que la campagne sera autorisée pendant 2 mois plutôt qu'un seul grâce à la mobilisation des CSO. A priori, les règles seront similaires à la campagne de 2014 et seuls les candidats ayant la pleine citoyenneté pourront participer.

➤ Code de conduite relatif à l'observation des élections

(Il n'y en avait pas pour les élections de 2010 et 2012). Un projet de code de conduite a été diffusé en décembre, les CSO ont eu un mois pour le commenter. Seules certaines organisations de la société civile présentes à Rangoun ont été consultées pour ce code de conduite, alors que, les autorités ont parlé d'une « consultation nationale ». Les minorités ethniques n'ont pas eu leur mot à dire. La consultation a pris fin le 15 janvier, date à laquelle les CSOs ont dû rendre leurs recommandations. Le code de conduite final a été publié au mois de mars, il concerne les observateurs nationaux et internationaux et ne semble pas satisfaire l'ensemble des CSO. En particulier sont pointées du doigt les :

- Difficultés d'accréditation pour les CSO et volontaires de la société civile : exigences nombreuses + beaucoup de demandes d'informations personnelles qui inquiètent notamment les minorités ethniques + l'UEC peut refuser une candidature arbitrairement : on ne sait pas selon quelles conditions ni motifs.
- Contraintes imposées aux observateurs : participation obligatoire à des meetings (quand, comment pourquoi ?).

Observation des élections

Mya Nandar – New Myanmar Foundation

New Myanmar Foundation a été créée en 2008 et travaille sur le processus électoral dans son ensemble : éducation et observation, engagement civique des processus politiques, formations, développement de bonnes pratiques autour de la démocratie etc. L'organisation est déjà expérimentée puisqu'elle a suivi et observé les élections générales de 2010, ainsi que, les élections partielles de 2012 et travaille avec un grand nombre d'associations (notamment de minorités ethniques).

Pour certains, Mya Nandar serait proche de l'USDP. Quoi qu'il en soit son engagement militant est impressionnant. Toutefois, elle semble avoir des relations compliquées avec plusieurs CSO qui travaillent sur les élections, empêchant toute perspective de collaboration de leur structure respectives (avec PACE par exemple).

➤ Organisation de l'observation des élections

La Birmanie compte 70 000 communes, dont une majorité de villages, qui accueilleront chacun, au moins, un bureau de vote, soit environ 100 000 bureaux de vote au total. Pour l'observation des élections, chaque parti politique aura le droit de faire participer deux observateurs par bureau de vote (un à l'intérieur du bureau et un à l'extérieur).



Les CSO pourront observer les élections, mais pour ce faire elles devront recruter, former et obtenir les accréditations pour chacun des observateurs. Considérant le nombre de bureaux de vote, cela constitue un travail colossal, qui n'est pas facilité par les autorités qui essaieraient de limiter les conditions et l'accès aux

accréditations. Enfin, les observateurs internationaux seront invités à participer, ce qui représente une nouveauté par rapport à 2010, mais le gouvernement manque de transparence sur les conditions et le déroulé de l'observation.

L'UEC aura du personnel sur place, mais ne sera pas là pour observer les élections, seulement pour les organiser.

Organisation de l'UEC au niveau du canton le jour des élections :

Normalement, le personnel de l'UEC au niveau des cantons est composé de 9 personnes issues des agences gouvernementales (police, information, éducation etc.) et de 6 citoyens ordinaires. Sur le terrain, personne ne sait comment est organisée la commission électorale au niveau du canton et encore moins s'il est possible de demander à occuper ce poste (pas même les CSO). Ce sont donc les autorités qui désignent les personnes en fonction de leurs intérêts (souvent des professeurs).

➤ **Tensions au sein des CSO sur l'observation des élections**

Les CSO ne sont pas aidées par le gouvernement qui ne leur concède aucun soutien logistique ou financier. Elles peinent à s'organiser et n'arrivent pas à se coordonner pour prévoir un observateur au minimum par bureau.

Certaines CSO veulent travailler avec la commission électorale et d'autres refusent catégoriquement. Suite à la publication du projet de code de conduite, certaines CSO ont même demandé la démission de la commission électorale. Il existe également des différences de point de vue concernant leurs priorités : former des observateurs ou se concentrer sur l'éducation au vote ; et leurs cibles : former des CSO ou des activistes. Enfin, elles ne sont pas toujours d'accord sur la méthode d'observation, du coup elles recrutent chacune de leur côté leurs observateurs et communiquent peu sur leur méthode et critères de recrutement. Tous ces éléments de tensions les incitent à travailler dans leur coin et à ne pas partager les informations qu'elles obtiennent. La conséquence directe est qu'elles n'ont pas de vision globale de l'implication des CSO sur l'observation : elles ne savent pas combien d'observateurs seront recrutés ni par qui ni pour quelles zones géographiques.

Il existe également une compétition entre UE et USA qui ne coopèrent pas. Pourtant, il y a un besoin réel et urgent de construire une véritable équipe de formateurs qui couvrent tout le pays. Les CSO doivent travailler ensemble et se partager les régions pays. Les formations ne doivent pas être théoriques, mais pratiques.

➤ **Soutien des organisations internationales EU et US à l'observation des élections**

Les organisations internationales organisent des formations à l'observation des élections, mais celles-ci n'ont pas d'utilité concrète sur le terrain car elles sont peu adaptées au contexte birman : beaucoup de théorie et de comparaisons avec les autres pays qui sont peu utiles.

Elles organisent beaucoup d'ateliers et de conférences dans les hôtels, qui sont très coûteux, mais ce ne sont pas des formations au développement de compétences, seulement du partage d'information et du networking orientés vers le plaidoyer et la réflexion alors qu'il y a de vrais besoins en formations à

l'observation sur le terrain. Les fonds devraient plutôt être affectés à des formations plus concrètes sur le terrain, en étant redistribués aux CSO qui travaillent déjà sur ces activités. De plus, les personnes qu'elles forment disparaissent sans s'engager à observer les élections.

Il n'y a aucune évaluation des formations et leur contenu manque totalement de transparence. Globalement, les organisations internationales se trompent de cible. Elles forment essentiellement les leaders des CSO qui perdent du temps à participer à ces événements, alors qu'ils ne vont pas eux-mêmes observer les élections. Elles devraient former les activistes de terrain et ne pas uniquement faire de la formation de formateurs.

2 courants différents au sein des organisations internationales:

- L'UE qui travaille avec la Commission électorale et organise des moments d'échanges de l'information.
- Les USA qui travaillent plutôt sur la réflexion politique, les valeurs démocratiques (en inculquant notamment ses propres valeurs). Les Etats Unis financent, par exemple, PACE.

➤ **Rôle de la communauté internationale**

Pour Ko Say, elle doit pousser l'UEC à être indépendante et non partisane du régime, pour cela elle doit finaliser les différents codes de conduite en prenant en compte les recommandations des CSOs. Si les réglementations sont trop strictes, les CSO ne pourront pas participer. Le responsable de l'UEC a déclaré qu'il y aurait peut être un coup d'Etat, tandis que ses membres organisent des rencontres avec les politiques, ils devraient pourtant mettre un place un mécanisme qui montre qu'ils sont indépendants.

La communauté internationale doit soutenir les CSO et encourager l'UEC à travailler avec elles pour que les réglementations qui entourent l'observation et la tenue des élections soient libres et équitables. La société civile doit avoir accès à l'observation, y compris dans les zones reculées.

Pourquoi les élections ne seront pas libres et équitables ?

➤ **Des lacunes sur l'observation des élections**

On ne sait pas encore comment vont s'organiser les votes des personnes qui votent à l'avance, et il existe donc un risque pour l'observation de leur vote. En effet, les procurations n'existent pas et aucun processus ne prévoit de vérifier que chaque vote est réel et non pas utilisé par une tierce personne (en cas d'abstention par exemple) :

- En cas de maladie ou d'incapacité de se déplacer, les personnes pourront voter en avance au commissariat de police ;
- Les birmans à l'étranger votent dans une ambassade birmane (s'il y en a une).

Ces votes doivent être pris en compte avant que les bureaux de vote n'ouvrent pour qu'il soit possible de vérifier que les électeurs sont bien sur les listes et ne votent pas plusieurs fois. Il s'agira également de s'assurer que les votes sont comptabilisés dans les bonnes circonscriptions. Les partis politiques et l'UEC devront vérifier car cela représente un grand nombre de personnes.

Ko Sai, pense que l'observation des élections va se passer comme en 2010 (sauf qu'il n'y avait pas d'observateurs internationaux).

➤ **Un grand nombre de personnes ne vont pas pouvoir voter**

- Les personnes qui n'ont pas de carte d'identité. A cause des conflits armés, un grand nombre de birmans n'ont jamais eu de carte d'identité : les karens qui vivent à la frontière depuis les années 1980 ou dans l'État Kachin. Nombre de jeunes n'ont pas obtenu de certificat de naissance, maintenant qu'ils ont 18 ans ils n'ont pas de cartes d'identité, voire aucun papiers s'ils ne sont pas étudiants. Ils ne pourront pas voter. Les règles ne sont pas établies pour ces cas particuliers, il faudrait pourtant anticiper, mais on sait déjà qu'ils ne seront pas en mesure de voter en 2015 ;
- Les détenteurs de « white cards » (environ 900 000 personnes) ;
- Les personnes qui ont quitté leur maison et village ont perdu leur domiciliation et donc leur circonscription. Pour voter elles devront s'acquitter d'un grand nombre de démarches administratives : il faudra désinscrire leurs noms des listes de leur village initial et prouver qu'elles vivent depuis plus de 6 mois dans une nouvelle circonscription pour s'y inscrire, via l'obtention d'une carte d'enregistrement familiale, mais à moins d'être propriétaire c'est compliqué. Donc ça suppose revenir dans sa région natale pour voter : beaucoup ne pourront pas. De plus de nombreux villages ont disparu et beaucoup de personnes déplacées ont perdu leurs documents d'identité. En Birmanie depuis 2011, 250 000 personnes ont été déplacées par les conflits.

➤ **Les élections dans l'État Kachin – risque de faible participation des kachins**

Pour Khonja (voir descriptif p 28) Les élections ne seront pas organisées dans les zones contrôlées par la KIO, qui n'ont pas été concernées par le référencement. De plus, beaucoup de kachins vivent en Chine ou dans des camps en territoire Shan et ne vont pas revenir chez eux pour le vote, ce sont essentiellement les shans des villes qui seront en mesure de voter dans la région.

Dans les zones contrôlées par le gouvernement, les kachins pourraient ne pas réussir à être représentés car la région compte une grande diversité de partis ethniques qui seront en compétition avec la NLD, du coup cela pourrait profiter à l'USDP. La NLD n'est pas « assez intelligente » pour passer un accord avec les partis politiques ethniques au niveau local. La NLD ne fait rien pour gagner des voix au sein des minorités, alors qu'elle devrait s'associer à eux.

NLD et Elections 2015

Togetherness Education and Policy Research Unit - Nay Chi - NLD

Nay Chi est l'ancien leader de la branche jeunesse de la LND. Militant depuis son enfance pour la NLD, il est connu comme l'un des « enfants NLD » et proche des membres historiques du parti et d'Aung San Suu Kyi (ASSK). Toutefois, les divisions internes et les désaccords sur la façon de faire au sein du parti l'ont conduit à créer une structure indépendante de la NLD, mais qui travaille avec et pour le parti.

Il s'agit de Togetherness Education and Policy Research Unit, un Think Tank chargé de former les futurs leaders des partis politiques (et notamment de la NLD) et un centre d'information qui vise à former des spécialistes sur des questions actuelles liés au contexte économique, politique, social et environnemental. Ils produisent chaque mois une newsletter qui est l'occasion pour leurs spécialistes thématiques d'analyser l'évolution d'un événement, d'une situation, et pour leur réseau de partenaires (dispersé dans l'ensemble du pays) de confirmer et compléter les informations proposées. Leur travail, unique en son genre en Birmanie, est extrêmement intéressant et permet de doter les jeunes de réelles compétences (qu'ils n'acquièrent pas avec le système éducatif actuel). Le Think Tank travaille notamment sur la démocratie, les Droits de l'Homme, la mise en place d'un véritable État de droit, un système fédéral et la paix au sein du pays.

L'objectif de Nay Chi est notamment de rapprocher la NLD des réalités de terrain desquelles le Comité Central, mais aussi ASSK, se sont éloignés.

➤ NLD : le fossé entre les militants, la réalité de terrain et les dirigeants



Sous la dictature, les membres de la NLD, n'ont pas eu accès à l'éducation. En tant qu'activistes et souvent anciens prisonniers politiques, les emplois dans l'administration birmane leur étaient interdits et peu d'employeurs acceptaient de leur donner du travail, par crainte que cela ne se retourne contre eux. Ainsi, les membres historiques de la NLD, n'ont pas pu se former aux compétences nécessaires aux positions clés de la NLD. C'est pour cela qu'Aung San Suu Kyi a choisi des personnes extérieures à la NLD qui ne sont pas militantes et qui ne connaissent pas les anciens du parti. Ces nouvelles recrues de la NLD, souvent formées à l'étranger, éloignent ASSK des anciens membres historiques du parti. Celle-ci n'a plus le temps de leur accorder son attention et est de moins en moins informée sur ce que le peuple vit au quotidien.

Cela crée une distance entre les haut-placés de la NLD, éloignés des réalités de terrain et les anciens militants de la NLD qui font partie de la classe populaire et ne comprennent pas ce changement de cap du parti. Ces tensions créent un véritable malaise au sein de la NLD.

De plus faute de formation et d'emploi, les anciens activistes s'enfoncent dans la pauvreté. Ils sont de plus en plus tentés par la corruption qui devient un véritable fléau au sein du parti. Aujourd'hui ils peuvent trouver du

travail essentiellement en CSO et toujours pas au sein de l'administration.

ASSK s'est ainsi éloignée de tout le monde au sein de la NLD. Elle a créé un nouveau groupe composé de personnes aisées et éduquées et aucun d'entre eux n'est en contact avec les activistes locaux moins éduqués et d'un milieu social très différent.

➤ **Rumeurs électorales : ASSK un accord avec l'USDP ?**

Pour Nay Chi, comme de plus en plus d'activistes, pense qu'ASSK a négocié avec le gouvernement en vue des élections de novembre. Elle aurait réalisé les difficultés que rencontre la NLD : aspects financiers, manque d'expérience et de connaissances, divisions internes etc. elle aurait alors accepté un accord.

Première hypothèse : Le gouvernement a des relations diplomatiques de plus en plus chaleureuses avec la communauté internationale et a de l'argent. Son objectif est donc de conserver son emprise politique, à savoir les 25% de militaires au sein du Parlement. Nay Chi pense que le gouvernement va amender l'article 59F qui interdit à ASSK de briguer la présidence et qu'en échange ASSK devra maintenir les 25% de militaires au Parlement, même après sa potentielle élection en tant que présidente.

Cet accord permettrait aux militaires de garder une mainmise sur le pouvoir parlementaire, mais ce n'est pas tout. En effet, amender l'article 59F, reviendrait à céder à la pression de la communauté internationale et à s'attirer ses faveurs. En outre, de plus en plus d'anciens généraux ont des enfants qui se marient avec des étrangers ou ont des enfants à l'étranger. L'article 59F commence donc à mettre en difficultés les membres de l'USDP également.

Seconde hypothèse : ASSK veut une négociation « smooth ». En échange de l'amendement de l'article 59F qui lui permettrait de devenir présidente, ASSK accepterait de partager le pouvoir avec l'USDP. Son objectif serait d'accéder au pouvoir, peu importe les moyens, car ce qui lui importe c'est ce qui se passera après.

En conclusion, pour Nay Chi, les élections de 2015, ne seront qu'un arrangement entre L'USDP, la NLD et les minorités ethniques, l'important sera 2020. En tant que militant NLD, il passerait outre l'accord entre la NLD et l'USDP si ASSK montre ensuite une réelle intention de changer la situation sans partager le pouvoir avec les militaires.

Enfin, il pense que l'important n'est pas de savoir si elle sera présidente ou non car si elle ne peut pas se présenter, elle choisira un candidat à sa place qui ne sera pas forcément compétent, mais qui sera sa voix et marionnette. Toutefois, la désignation d'un autre candidat risque de créer de nombreux conflits internes, néfastes au parti.

Parmi les candidats potentiels évoqués à la NLD : U tin Oo (88ans), Vice-Président de la NLD et ancien chef des armées qui a été forcé à la démission et accusé de trahison ; et Zeya Thaw / Zayar Thaw, ancien rappeur engagé devenu député de la NLD, il a été très populaire, mais aurait perdu le soutien du terrain, notamment des paysans qui lui reprochent de ne pas être suffisamment impliqué, notamment parce qu'il ne les rencontre pas.

A l'USDP, Thein Sein ne devrait pas se représenter, certains activistes pensent que Ming Aung Hlaing, Commandant en chef des forces armées, pourrait être désigné. Il avait affirmé qu'il se retirerait à 60 ans, or il aura prochainement atteint cet âge, donc il ne se présentera donc peut-être pas. Mais comme il a été vu en

compagnie de Thein Sein, et que les parlementaires USDP et les 25% de militaires voteront pour lui, il est un candidat potentiel. Peu d'autres noms sont évoqués.

Shwe Mann, président de la chambre basse du Parlement, pourrait aspirer à la présidence, mais bien qu'il soit de l'USDP aujourd'hui, il pourrait représenter un autre parti par la suite, selon les accords qu'il obtiendrait.

➤ **Observation des élections**

La NLD va avoir des observateurs dans tous les cantons, ses membres organisent des formations pour que les observateurs soient en mesure d'observer et de surveiller le vote. De plus, ils éduquent les électeurs de Rangoun et les représentants des bureaux locaux afin qu'ils soient à même de former les électeurs locaux à leur tour. Ils vont également produire un rapport donnant les directives pour observer les élections.

Prisonniers Politiques - lois répressives

Responsable AAPP-B (Association d'Assistance aux Prisonniers Politiques)

AAPPB est la seule organisation qui se concentre sur les prisonniers politiques, elle fait de la documentation, de l'assistance de programme et communique sur les problèmes politiques. AAPPB était basée en Thaïlande jusqu'à ce que le gouvernement leur demande de venir en Birmanie pour travailler ensemble au sein du comité de révision des prisonniers politiques. L'association a toujours participé activement au comité, alors que le gouvernement était souvent absent et ne finançait pas ses activités.

Bo Kyi est un activiste célèbre en Birmanie et spécialiste des prisonniers politiques. Son opinion sur les Rohingyas est révélatrice du climat actuel de montée du racisme en Birmanie.

Un nouveau comité de révision des prisonniers politiques inquiétant

AAPP a appelé en 2014 à la révision du comité de révision des prisonniers politiques (PP), jugé non indépendant et peu efficace. Le gouvernement birman a décidé de modifier ce comité en janvier 2015. Toutefois, les changements sont de mauvais augure.



Le nouveau comité a exclu AAPP sans donner de raison. L'association représente pourtant la référence sur le sujet depuis 15 ans. Bo Kyi estime que le gouvernement ne les aime pas car « ils parlent haut et fort ». Lui-même est suivi et sur écoute et n'a plus la nationalité birmane. Le gouvernement ne répond pas à ses demandes, il a actuellement le statut de réfugié à l'étranger, mais vit illégalement entre Rangoun et la Thaïlande.

28 organisations sont présentes dans le nouveau comité, mais seules 2 CSO sont incluses : Former Political Society et Génération 88. Ce nombre paraît très insuffisant, sachant que les autres sont des agences gouvernementales, des partis politiques, qui ne travaillent pas spécialement sur les prisonniers politiques à part la NLD, le secrétaire général du département des prisons et les affaires étrangères.

Il s'agit d'un nouveau comité qui semble destiné à se défendre lui même pour continuer d'harceler les activistes et les prisonniers politiques tout en montrant des signes de bonne volonté à la communauté internationale. Le nouveau président du comité a moins d'expérience, alors que, le sujet est censé être l'une des priorités de l'agenda gouvernemental. Un grand nombre de membres sont d'anciens généraux de la junte, responsables d'actes de torture et d'arrestations politiquement motivées. Il était essentiel de s'appuyer sur des personnes et des organisations indépendantes du gouvernement pour mener des enquêtes objectives. Maintenant rien ne pourra être fait pour avancer sur cette question.

Entre sa création le 5 janvier et mi février aucun rendez vous n'avait été organisé par le nouveau comité. Au sein de l'ancien comité, de nombreuses barrières étaient déjà posées à AAPP :

- Les interviews avec des prisonniers politiques dans les prisons n'ont jamais été autorisées malgré les multiples demandes ;
- AAPP souhaitait travailler à partir d'une définition précise et commune du terme « prisonnier politique » pour plus de transparence et d'efficacité, mais le gouvernement a toujours refusé d'en parler, même au sein de groupe de travail multipartite. Les autorités travaillaient ainsi au cas par cas pour libérer les prisonniers politiques (chaque cas étant présenté par AAPP) et ne reconnaissaient pas la liste des prisonniers de conscience proposée par AAPP. Le travail d'AAPP dépend de sa propre définition : Quiconque est détenu pour des raisons politiques est un prisonnier politique.
- AAPP et le comité ne bénéficiaient que des informations qu'acceptait de leur communiquer les autorités, c'est-à-dire jamais les informations dont l'association avait réellement besoin ;
- En 2013, le comité se réunissait une fois par mois, puis 2 fois par mois avant fin 2013, date à laquelle le président birman s'était engagé à libérer l'ensemble des prisonniers politiques. Mais en 2014, et alors que la promesse du gouvernement n'avait pas été honorée, seulement 3 rencontres ont été organisées dans l'année. Elles n'ont permis ni discussions, ni libérations, mais ont seulement porté sur la forme du comité.

⇒ Avec ce nouveau comité le sentiment général est que le gouvernement n'a aucune intention de libérer les prisonniers politiques.

Le problème des prisonniers politiques ne concerne pas seulement leur nombre, mais également la liberté politique, la liberté de la presse, les Droits de l'Homme, la détention, la torture etc. Tout est en lien et est directement lié à l'État de droit, s'il n'est pas assuré, il y aura toujours plus de prisonniers politiques. AAPP est d'accord pour coopérer avec le gouvernement afin de mettre en place l'Etat de droit et œuvrer en faveur de la réconciliation nationale. Tout dépend désormais du gouvernement.

Même si ils ne sont pas inclus dans le nouveau comité, AAPP va continuer de travailler de son côté, car c'est ce qu'ils font depuis 15 ans. Plutôt que de faire du plaidoyer auprès du gouvernement et du parlement, ils vont désormais se concentrer sur la sensibilisation et la mobilisation de la population et des CSO. Ils veulent également attirer l'attention de la communauté internationale pour que le problème ne soit pas oublié.

Il est inquiétant de constater la direction qu'a prise ce nouveau comité... L'ancien comité avait les poings liés, mais, avait réussi à libérer 300 personnes en 2013 et jouait un rôle d'information essentiel. Actuellement, les principaux articles utilisés contre les activistes sont les : 18, 19, 505 et contre les paysans : 427, 447.

Même si ces lois étaient abrogées, le gouvernement en utiliserait d'autres pour condamner les activistes. Avant il utilisait les articles 124, 122, les lois sur l'immigration, et autres lois de la même façon. Dans tous les cas, il trouvera toujours de nouveau moyen de condamner les voix dissidentes.

En mars 2015, AAPP recensait 173 prisonniers politiques emprisonnés et 316 activistes en attente de jugement, ces chiffres représentent une hausse de 600% par rapport à début 2014.

Rôle de la communauté internationale

Robert San Aung - Hygienic Legal Clinic

Célèbre avocat musulman, il travaille avec les activistes, ouvriers, paysans, défenseurs des Droits de l'Homme, étudiants et journalistes pour les représenter devant les tribunaux. Très impliqué et désireux de parler avec les ONG internationales, il s'intéresse au contexte global et il est possible d'aborder tous les sujets avec lui.

Pour lui, la communauté internationale doit demander au gouvernement birman d'agir pour la démocratie et les Droits de l'Homme sans recourir à la violence. Il faut demander maintenant des procès justes et équitables pour les activistes, notamment les leaders étudiants. La communauté internationale doit également décerner des prix aux activistes birmans pour les protéger.



Il a notamment travaillé sur le cas du meurtre du journaliste Par Gyi : La Commission Nationale des Droits de l'Homme enquête sur la mort du journaliste en prison, et ce, uniquement, car sa femme a envoyé des lettres à une dizaine de districts. Il pense que le gouvernement va protéger ses soldats, mais s'est démené pour que le corps soit déterré pour l'investigation. Le gouvernement a fini par accepter et Robert a assisté à l'opération. Il a conclu que le journaliste avait probablement été torturé avant son décès. Il travaille actuellement sur les leaders étudiants incarcérés.

Prisonniers politiques Rohingyas

Bo Kyi : Il est impossible pour AAPP de collecter des informations sur les personnes incarcérées pour leur activisme ou pour leurs convictions religieuses dans l'État d'Arakan, mais Bo kyi pense que le rapporteur spécial pourrait avoir une liste. Il fait du lobbying auprès du gouvernement sur les prisonniers Rohingyas, mais de façon un peu secrète et pas auprès du public car cela reste difficile.

Kiaw Min et Wai Wai Nu : Depuis 2012, au moins 1200 personnes ont été arrêtées, sans aucune preuve de leur implication dans les émeutes. On parle de 2000 personnes au total, dont plusieurs centaines à Sittwe, mais il s'agit d'estimations. Les Nations Unies pourraient avoir la liste des Rohingyas en prison dans l'État d'Arakan, personne d'autre ne l'a.

Pour échapper à ces accusations, il faut payer beaucoup d'argent et fuir au Bangladesh. Certains auraient été relâchés, d'autres sont poursuivis pour des cas mineurs tels que déplacement dans un village voisin sans autorisation, refus de participer au processus de vérification ou affiliation à une organisation illégale comme la RSO (Rohingya Solidarite Organisation), qui existait dans les années 90, qui a, cependant, disparu depuis.

Depuis 2012, 50 à 150 personnes seraient déjà mortes en détention, pendant les interrogatoires, à cause des tortures, par manque de nourriture etc.

800 personnes ont été condamnées sans avoir le droit de se défendre, et sans avocat ou avis juridique. Enfin, les avocats arakanais ont peur de se rendre au tribunal pour les défendre et il est également trop dangereux pour les avocats musulmans de les défendre. Ainsi, il y a très peu de personnes qui acceptent de défendre les Rohingyas. Certains le font, mais de façon collective.

Robert Aung San : Il refuserait de défendre le cas d'un activiste Rohingyas car en tant que musulman c'est encore plus dangereux. Il a davantage peur des groupes extrémistes que de l'armée birmane, même s'il pense que ces deux organisations travaillent ensemble et sont similaires dans le fond. Il pense que le gouvernement pourrait demander à l'organisation extrémiste Ma Ba Ta de lui causer des soucis s'il s'impliquait « *ils s'en prennent déjà à Ban Ki Moon et au rapporteur spécial, alors ils n'hésiteront pas à s'en prendre à moi...* ».

Il pense que les Rohingyas devraient accepter de s'enregistrer en tant que bengalis et ensuite négocier avec les leaders arakanais... Pour lui, l'éducation est au cœur du problème dans l'Arakan, les déferlements de haine sont liés au manque d'éducation...

Les Rohingyas

Kiaw Min - Democracy and Human Rights Party (DHRP)

Kiaw Min, est un rohingya, leader du parti politique Democracy and Human Rights Party (DHRP) qui n'est pas représenté au gouvernement. Il est également le père de Wai Wai Nu. L'un des plus fervents défenseurs des Rohingyas, il s'appuie particulièrement sur les origines et l'histoire des Rohingyas pour défendre la minorité et prouver qu'elle est présente en Birmanie depuis des générations et devrait compter sur les mêmes droits que les citoyens birmans.

Origine/Histoire des Rohingyas



Les Rohingyas ne sont pas dans la même situation que les musulmans de France, d'Indonésie ni d'Asie en général. Notamment, car ils ne sont pas migrants, ils vivent dans l'État d'Arakan depuis toujours. Pour lui ce sont les arakanais bouddhistes qui sont arrivés entre temps dans l'Arakan, et donc après les rohingyas. Le gouvernement birman aurait installé les arakanais dans cet État pour effacer l'histoire des rohingyas et en faire des migrants illégaux.

Des preuves attestent que les musulmans sont présents depuis le 15^{ème} siècle dans l'Arakan qui était alors musulman. Des écritures sont inscrites sur les temples depuis longtemps et prouveraient la présence lointaine des Rohingyas.

➤ Carte d'identité et rohingyas à travers l'histoire

Sous la domination britannique de 1825 à 1948, les rohingyas avaient la pleine citoyenneté et disposaient de la National Registration Card (carte d'identité birmane). En comparaison les indiens, considérés comme étrangers, détenaient une carte qui les désignaient comme tels. À cette époque, les étrangers et les natifs étaient présents au Parlement et représentaient leur communauté au Conseil britannique. Après Aung San, des élections pour l'assemblée constitutionnelle ont été organisées, et les Rohingyas ont obtenu les droits comme n'importe quel citoyen. Seuls les natifs avaient le droit de voter et d'être représentés à l'assemblée : 3 musulmans étaient présents à l'assemblée.

Entre 1950 et 1982: Il existait deux types de documents : la National Registration Card (NRC), carte d'identité ordinaire, et les cartes de séjour pour les étrangers (différentes selon les nationalités : chinoise, indienne...). Les Rohingyas disposaient de la NRC, ils avaient des droits identiques à ceux des birmans : passeport, droit de se présenter aux élections, de travailler etc. Et ce jusqu'en 1990.

En 1982, une nouvelle loi sur la citoyenneté est entrée en vigueur, elle n'a été mise en œuvre qu'à partir de 1990 car elle n'était pas conforme au texte constitutionnel de 1974.

La loi de 1982 a distingué 3 types de citoyenneté :

- les citoyens nationaux
- les personnes de nationalités associées
- les personnes naturalisées

Selon cette nouvelle loi, il fallait être inscrit sur la liste des « autochtones du pays » pour être considéré comme citoyen national. Les autres communautés étaient automatiquement exclues de la citoyenneté. Cette liste est restée confidentielle pendant des années, mais les rohingyas n'en faisaient officiellement pas partie. On sait aujourd'hui que cette liste est composée de 135 minorités. Suite à la publication de cette loi, le gouvernement a commencé un processus d'enregistrement qui prévoyait la production de nouvelles cartes d'identité plus modernes. Toutefois, il a arrêté ce processus en cours de route et celui-ci n'a toujours pas réellement repris.

En 1990, les cartes de citoyenneté ont ainsi été retirées aux Rohingyas, parfois par la force (intimidations et tortures largement documentées) et des Temporary Registration Card « white cards » leur ont été distribuées en échange. Celles-ci étaient censées être des cartes d'identité temporaires, qu'ils devaient utiliser en attendant de recevoir les nouvelles cartes d'identité définitives. Les étrangers eux recevaient des cartes de séjour spécifiques pour étrangers.

Les rohingyas ne sont pas les seuls à avoir obtenu ce document d'identité, d'autres minorités ethniques (chrétienne, hindouiste etc.) en ont reçu à cette époque, mais également des bamars. En effet, la section 13A de la loi prévoyait qu'en cas de perte ou de détérioration des NRC, la seule possibilité était de demander une « white card ». Seules les personnes qui pouvaient payer les fonctionnaires ont pu obtenir des NRC.

Depuis toujours les détenteurs de « white card » ont voté. Les lois électorales les y autorisaient spécifiquement alors que les étrangers eux, n'avaient pas le droit. Entre 1990 et 2010, les détenteurs de « white card » ont participé et voté aux 10 élections, et au moins 5 rohingyas ont été élus au parlement.

➤ **White cards, citoyenneté et droit de vote depuis 2011**

Depuis 2011, le message diffusé est « les rohingyas ne sont pas nos citoyens, ils sont tous illégaux et les « white cards » ont été faites pour les immigrés du Bangladesh à leur arrivée sur le territoire birman ». C'est pourtant faux, cela a été fait après 1990 et il semble impossible que l'armée à la frontière ait fait des cartes pour les migrants. Ils n'avaient pas les moyens techniques et ce n'était pas leur rôle. Il est donc impensable que ces documents aient été donnés aux migrants arrivant juste du Bangladesh.

Un débat au Parlement a eu lieu début 2015 afin de déterminer si les détenteurs de « white cards » avaient le droit de voter au referendum de mai. Les parlementaires ont voté en faveur de ce droit, mais quelques semaines plus tard, cette décision a été considérée inconstitutionnelle et leur droit de vote leur a été retiré. Ils ne voteront donc ni au référendum, ni aux élections législatives de novembre et pire, ils vont devoir rendre leur « white card » aux autorités avant le 30 mai 2015, sans obtenir de document d'identité en échange.

C'est inquiétant pour la représentation politique de la minorité, dont la plupart sont des détenteurs de « white card » et ne pourront plus voter ni se présenter aux élections. Le risque est qu'aujourd'hui personne ne puisse porter la voix des rohingyas pendant les élections. C'est certain, les élections ne seront ni justes ni équitables dans l'Arakan, mais personne n'en parle au Parlement. Alors qu'on leur a donné ce droit citoyen jusqu'en 2010, pourquoi est-ce qu'on remet en question cette avancée ?

Nay Chi pense que la NLD veut proposer une nouvelle loi sur la citoyenneté, mais qu'elle ne veut pas le dire publiquement pour ne pas perdre de voix. Le parti attendrait que les élections soient passées pour s'engager ouvertement.

Persécutions des Rohingyas

Des persécutions sont organisées depuis longtemps contre les rohingyas, pour les effrayer et les forcer à fuir. C'est aujourd'hui un réel nettoyage ethnique sponsorisé par le gouvernement et les militaires, en toute impunité. La moindre résistance entraîne de nombreux problèmes.

Depuis longtemps, le gouvernement souhaitait créer des camps, pour séparer les communautés bouddhistes et musulmanes avec des barrières, isoler ainsi les Rohingyas. En 2012, il en a eu l'occasion : les rohingyas ont été expulsés violemment du centre de Sittwe (capitale de l'Arakan et zone très coûteuse) et ont été placés dans les camps. L'objectif était de libérer le centre de la ville. Actuellement, à Sittwe, si un rohingya souhaite aller dans le centre ville, il doit obtenir une autorisation, passer par une porte spécifique et retourner dans sa zone le soir même. Les rohingyas ne peuvent plus vivre dans leur lieu d'origine.

Les rohingyas qui ne vivent pas dans les camps sont aussi enfermés dans leur village, mais ne reçoivent pas d'aide humanitaire. Ils se trouvent ainsi dans une situation encore plus compliquée car ils n'ont pas le droit d'aller pêcher en mer, ni de chercher de quoi se nourrir en forêt. Ils peuvent être tués s'ils prennent le risque.

➤ Les principaux problèmes auxquels font face les rohingyas:

- Le droit à la citoyenneté permet de disposer de tous les autres droits, comme ils ne détiennent pas la nationalité ils sont bloqués pour tout ;
- L'éducation est paralysée: Dans l'Arakan, les jeunes ne peuvent plus aller à l'école, les enseignants ne peuvent pas s'y rendre et tous les villages ne peuvent pas se débrouiller pour trouver des professeurs. Dans tout le pays, la « white card » ne donne pas non plus accès aux études. Wai Wai Nu (*voir plus bas*) n'a, par exemple, pas pu recevoir son diplôme et ne pourra pas continuer ses études sans NRC. C'était le cas de 30 autres étudiants de sa promotion. Sans éducation il sera difficile de former la prochaine génération de leader rohingyas. Actuellement il y a des milliers d'étudiants rohingyas à qui l'accès à l'université a été bloqué, leur cursus est donc terminé et ils ne peuvent plus rencontrer d'autres étudiants.

- Leurs libertés fondamentales sont inexistantes : restriction de mouvement, familiales, mais aussi des croyances et pratiques religieuses : ils ne peuvent pas exercer leur religion et culture (aller voir leurs morts au cimetière par exemple) ;
- L'aide humanitaire est restreinte : Certaines aides sont autorisées, mais les humanitaires doivent travailler avec le gouvernement de l'Arakan, en fonction de leurs règles et sous leur contrôle. En effet, ils ne peuvent pas se déplacer librement, ils doivent soutenir aussi les réfugiés arakanais. L'UNHCR est la seule organisation à pouvoir parler du problème de la situation humanitaire car elle bénéficie d'une certaine influence.
- Un accès à l'emploi très difficile : Comme ils ne sont pas libres de se déplacer, il est compliqué de trouver un emploi. Même les commerçants ne peuvent plus se rendre en ville pour leurs affaires. Ils ne peuvent donc plus gagner leur vie pour subvenir aux besoins de leur famille.

➤ **Les rohingyas à l'étranger**

Il y aurait 3 millions de rohingyas dans le monde et seulement 1 million vivrait en Birmanie. Leurs conditions de vie sont horribles, ils vivent au jour le jour. Actuellement : 1,5 million vivent à l'étranger.

- 300 000 Rohingyas enregistrés en Arabie Saoudite
- 400 000 en Australie
- 500 000 au Bangladesh
- 100 000 Malaisie

Les Rohingyas sont également persécutés à l'étranger : les Gouvernements de Dubaï, d'Arabie Saoudite, et de Malaisie ne les reconnaissent pas, mais les laissent vivre sans statut. Ils vivent donc dans d'horribles conditions. D'autres pays, comme la Thaïlande ou l'Australie, refoulent les Rohingyas.

L'ASEAN n'est pas intéressée par leur sort, elle ne s'implique pas, mais privilégie les intérêts du business. En effet, le gouvernement birman confie aux pays membres un rôle politique plus important lorsque le sujet des rohingyas n'est pas abordé pendant leurs rencontres. C'est dommage, si l'ASEAN faisait plus attention à ce sujet, la communauté internationale serait plus vigilante !

Même l'Indonésie, pays musulman qui pourrait se positionner en faveur des rohingyas, ne les soutient pas. Le pays connaît déjà beaucoup de problème de religion et ne veut pas s'en créer de nouveaux.

Arakan action plan

Wai Wai Nu - Women Peace Network Arakan (WPNA)

Wai Wai Nu est une ancienne prisonnière politique, rohingya, originaire de l'État d'Arakan. Suite à l'escalade des violences contre les rohingyas, elle a créé l'association Women Peace Network Arakan (WPNA), une plateforme qui défend les droits de sa minorité et souhaite favoriser la paix et une compréhension mutuelle entre les birmans de différentes ethnies. Avec WPNA, Wai Wai Nu défend la cause des rohingyas sur la scène internationale, notamment aux Nations Unies.

En tant que leader rohingya connue sur la scène internationale, elle bénéficie d'une certaine protection pour conserver son passeport et éviter la prison, elle n'est toutefois pas considérée comme une citoyenne birmane faute de NRC. Women Peace Network Arakan (WPNA) est l'une des associations partenaires d'Info Birmanie pour le programme d'échange étudiant.



Les autorités pensaient qu'après les violences de 2012, elles pourraient envoyer tous les rohingyas au Bangladesh, mais cela n'a pas marché, elles ont donc mis en place un plan pilote : Le plan d'action pour l'Arakan. Selon le régime birman, ce plan visait à « restaurer la stabilité et le développement dans l'État d'Arakan ». Les autorités affirmaient qu'elles allaient reconstruire les camps pour que la communauté internationale puisse apporter de l'aide aux rohingyas.

En réalité, le plan envisage de les placer dans des camps de détention de façon permanente. L'idée était de s'appuyer sur la loi sur la citoyenneté de 1982 pour vérifier la citoyenneté des personnes vivant dans les camps, mais aussi dans les villages.

Ce plan pilote a été mis en place à Myebon, donnant accès à la citoyenneté birmane à 200 personnes sur 1000. Aujourd'hui, les autorités appellent les personnes sans NRC à postuler au « processus de vérification des identités » dans l'État d'Arakan. Personne ne comprend si celui-ci fait partie du plan d'Arakan, s'il s'agit de simples contrôles, où s'il est lié à la péremption des white cards. Pour l'instant, il ne se passe pas grand-chose sur le terrain, mais tout laisse à croire que cela s'accélèrera dans les mois à venir. En effet, les détenteurs de white cards (environ 900 000 personnes) doivent rendre leurs documents avant le 31 mai, et sont invités à postuler au processus de vérification de la citoyenneté. Il s'agirait d'une stratégie destinée à contenter les extrémistes et conserver le pouvoir en 2015.

Avec ce processus de vérification de la citoyenneté :

- 1) Soit la personne correspond aux critères et reçoit la citoyenneté : il faut pouvoir prouver qu'au moins 3 générations ont vécu en Birmanie pour pouvoir avoir la citoyenneté. Cependant, la plupart des personnes qui vivent en camps ont quitté leur maison du jour en lendemain pour fuir les violences, et dans tous les cas peu de personnes en Birmanie ne disposent de preuves papiers sur une si longue période ;

- 2) Soit elle ne correspond pas au critère et est placée dans les camps de détention en attendant de voir où elle sera envoyée ;
- 3) Soit elle obtient des papiers en tant que personne naturalisée ou de nationalité associée. Elle ne sera pas relogée dans son lieu d'origine, mais dans un nouvel endroit (probablement des camps également) car elle ne sera pas considérée comme birmane, mais comme un migrant venu de l'étranger.

Ce processus ne constitue donc pas une solution, il a été fait par et pour le gouvernement qui n'agit qu'en fonction de ses intérêts, sans respecter la loi. Le Plan d'Arakan devrait être étudié de façon plus approfondie et fait en concertation avec les différentes communautés, il a été fait sans aucune consultation des différents leaders.

Avec ce projet, le gouvernement veut obliger les Rohingyas à se déclarer « bengalis » (car les Rohingyas ne sont pas reconnus par le processus). Une fois que le document est signé, les candidats à la citoyenneté sont considérés comme des étrangers et ne pourront plus faire marche arrière. Beaucoup de leaders Rohingyas risquent également d'être arrêtés pendant le processus. Les Rohingyas ont de plus en plus peur et certains d'entre eux décident de s'enregistrer, comme on leur demande, en tant que Bengalis. Pourtant, avoir la citoyenneté ou pas ça ne va rien changer car même avec des cartes d'identité, les Rohingyas sont toujours dans les camps.

La communauté internationale pensait que ce programme pourrait permettre à certains Rohingyas d'obtenir la nationalité, mais aujourd'hui il est clair qu'il n'est pas acceptable et ne ferait qu'augmenter le nombre de personnes en camps, sans améliorer la situation des apatrides.

Les activistes estiment que plus de 600 000 personnes vont se retrouver en situation d'illégalité si le processus est réellement mis en place.

Shwe Maune - MP USDP Rohingya

Shwe Maune est un parlementaire Rohingya, c'est l'un des seuls politiques à s'exprimer publiquement (surtout sur Facebook et twitter, de façon moins importante au Parlement). Il semble investi pour la cause des Rohingyas, mais tient un discours très politique. Pour Wai Wai Nu, Shwe Maune travaille pour son propre pouvoir, pas réellement pour défendre sa communauté, il s'agit d'une politique intéressée.

➤ Un nouveau Plan d'Arakan ?

Un nouveau projet pour l'Arakan devrait être distribué prochainement pour une mise en place en 2015, pour l'instant il fait encore l'objet de discussions et n'a pas été rendu public. A priori, les Rohingyas (en camp de déplacés ou dans les villages) qui refuseront de participer au processus de vérification de la citoyenneté seront définitivement inéligibles à la citoyenneté.



Alors que la première version du plan d'Arakan n'était qu'un projet pilote (à Myebo) qui visait prioritairement les personnes dans les camps et zones sensibles, le nouveau projet s'imposera comme un processus obligatoire pour toute la région. Les personnes qui ne disposent pas de la pleine citoyenneté, devront aller se présenter aux autorités d'elles-mêmes pour demander la nationalité birmane. Cela risque de faire grimper encore davantage les tensions car les rohingyas estiment que seuls les étrangers ont à demander la nationalité birmane, ce qui n'est pas leur cas.

Shwe Maune pense que ce plan était prévu depuis longtemps par le gouvernement, déjà pendant le recensement, le nom des rohingyas avait disparu au profit de « bengalis », ce n'était pas pour rien.

Un climat de haine

➤ Des campagnes de haine efficaces

Avant 1990, il n'y avait aucun problème de carte d'identité ni d'utilisation du terme « rohingyas », cela n'est apparu qu'en 2012 avec les campagnes de haine qui en ont fait des « immigrants illégaux ». Le droit de s'identifier librement est un droit fondamental, la polémique sur le nom des rohingyas n'a donc aucun sens. En Birmanien arriver illégalement est un crime, tout comme partir illégalement. Pourtant, partir de Birmanie est extrêmement facile, alors qu'arriver est presque impossible. En effet, dans l'État d'Arakan, il faut se déclarer auprès des autorités lorsque l'on arrive. Même en réussissant à passer outre dans le premier village traversé, il est impossible de passer inaperçu dans les suivants, d'autant que les villageois n'hésitent pas à dénoncer les nouveaux arrivants. Par conséquent, aucune nouvelle personne n'arrive dans l'Arakan, il n'y a aucune immigration dans ce sens-là depuis plusieurs années.

Les problèmes dans l'Arakan sont liés au fait que les bouddhistes extrémistes ne veulent pas de musulmans dans leur État. Certains groupes se situent au dessus de la loi, c'est une « démocratie de l'égoïsme » / une « démocratie du moi ».

Pourtant les Rohingyas veulent seulement que leur nationalité soit reconnue et qu'ils bénéficient des mêmes droits que tous. Si cela leur était accordé, il n'y aurait plus de problème. Le droit à la citoyenneté est le droit le plus important pour un être humain.

➤ Lien entre gouvernement birman et organisations extrémistes

La réponse du gouvernement concernant les activités du groupe extrémiste Ma Ba Ta est beaucoup trop douce, il s'en rend, ainsi, complice. Un groupe extrémiste n'est pas censé avoir le droit de proposer des projets de loi au Parlement par exemple. Et pourtant, les 4 lois pour la « protection de la race et de la religion » sont actuellement étudiées au Parlement, et il est fort probable qu'elles soient adoptées bientôt... *(Entre temps 2 d'entre elles ont été adoptées).*

Le gouvernement birman n'écoute pas son peuple, il cherche seulement la reconnaissance de la communauté internationale. Il est donc certain que des sanctions économiques ou des pressions plus fermes

participeraient à résolution de la crise dans l'Arakan. Il est nécessaires de mettre en place des actions concrètes.

Myo Win - Smile Education and Development Foundation

Smile Education & Development Foundation est une organisation dédiée à l'élimination de la pauvreté, et à l'émergence de citoyens responsables et impliqués. Créée en 2007, Smile Education utilise l'éducation comme catalyseur pour un changement durable, au service des jeunes, des femmes, et des leaders communautaires afin de promouvoir la pensée critique, le dialogue et le renforcement des compétences. Myo Win, le fondateur de Smile Education, a créé le premier centre d'apprentissage interreligieux à Rangoun. Il préside aussi le Conseil interreligieux du Myanmar, qui regroupe des leaders religieux et des intellectuels, ainsi que des dirigeants d'ONG qui travaillent contre les discriminations religieuses en améliorant l'éducation et le dialogue interreligieux.

Smile est l'une des associations partenaires d'Info Birmanie pour le programme d'échange étudiant.

➤ Un racisme au service du gouvernement

Les rohingyas ne sont pas reconnus comme citoyens par le gouvernement birman, donc la communauté internationale les soutient. Les arakanais sont soutenus par le gouvernement, ils ne bénéficient donc pas du soutien de la communauté internationale. D'où le sentiment d'injustice des arakanais.

À l'échelle du pays, la situation est de pire en pire : dans l'Arakan, les natifs arakanais sont très majoritairement contre les minorités et ailleurs, la majorité de la population birmane est silencieuse, elle n'est pas informée sur ce que vit cette minorité, ses souffrances etc.

Le gouvernement publie chaque jour des informations pour diriger le peuple contre eux et sans aborder les souffrances auxquelles ils font face. Sa stratégie est comme celle d'Hitler, ils donnent quotidiennement des informations erronées et les médias ne prennent pas position pour les Droits de l'Homme. Les journaux ne se prononcent pas trop sur la question car c'est un sujet sensible donc compliqué pour eux.

Pour Myo Win, plus de la majorité de la population est raciste maintenant, surtout dans les zones rurales. Ce racisme est lié à de la campagne de Ma Ba Ta et 969 qui est vraiment orientée pour toucher le plus largement possible, notamment au sein des zones rurales. Le racisme touche tout le monde désormais, même les CSO et activistes.

Il faut regarder combien de personnes vont utiliser le racisme pour faire campagne pour les élections de 2015. Cela peut marcher indirectement. Ma Ba Ta et l'USDP sont très proches maintenant.

➤ Les discriminations s'étendent à tous les musulmans

Les musulmans et les bouddhistes n'avaient pas de problème pour vivre ensemble, mais on constate, maintenant, des discriminations contre les musulmans et ceux-ci commencent également à avoir des

problèmes pour obtenir la citoyenneté. L'administration birmane est plus suspicieuse envers les musulmans, et met en place une double pénalité pour les cas judiciaires. Dans la rue, ils se sentent menacés et discriminés.

➤ **Position d'AAPP et de Bo Kyi sur la situation dans l'Arakan**

Pour Bo Kyi, AAPP ne s'est pas prononcée sur les tensions dans l'Arakan, car une prise de position pourrait conduire le gouvernement et les extrémistes bouddhistes à utiliser ce prétexte pour décrédibiliser l'organisation auprès du public. Ils pourraient également être les cibles de menaces ou d'attaques. Enfin, ils craignent qu'une prise de position aggrave les tensions. AAPP doit donc être très prudent sur cette question. Il rappelle qu'il n'y avait pas de problème entre musulmans et bouddhistes avant et que le gouvernement se sert de cette situation pour améliorer sa propre notoriété/légitimité. La communauté internationale devrait selon lui être autorisée à se rendre dans l'État d'Arakan et à apporter une aide humanitaire à ceux qui en ont besoin. Il reconnaît le réel besoin de protéger les rohingyas et pense que c'est au gouvernement d'assurer la sécurité de tous dans la région, sans abuser de sa position. Enfin, il pense que les Rohingyas devraient accepter de s'enregistrer comme bengalis pour être reconnus et pouvoir, ainsi, se battre pour leurs droits.

Le rôle de la communauté internationale

➤ **Pour Bo Kyi la communauté internationale risque d'attiser les tensions :**

Il pense que la communauté internationale aggrave la situation en utilisant le terme « rohingya ». Selon lui, elle devrait parler des « musulmans de l'Arakan qui vivent en Birmanie depuis longtemps » et ne pas s'immiscer dans le problème car cela attise les tensions entre les différentes communautés et cela arrange le gouvernement. De plus, cela met les CSO dans l'embarras puisqu'elles ne peuvent soutenir ouvertement les organisations internationales qui utilisent le terme rohingya, sans s'attirer des ennuis. Il pense que la promotion des droits des rohingyas par la communauté internationale aggrave également les problèmes dans le pays puisque cela permet au gouvernement de se saisir du sujet et d'en profiter.

Lors de la visite de Quintana dans l'État d'Arakan en 2013, un journal gouvernemental a publié 2 photos du rapporteur spécial lors de ses rencontres avec les 2 communautés religieuses. Il semblait sur celles-ci manquer de respect à la communauté bouddhiste, tandis qu'il montrait son soutien à la communauté musulmane. Cette comparaison a contribué à légitimer les discours de haine.

Pour lui, la communauté internationale ne comprend pas toujours bien la situation et ses prises de positions sur ce sujet devraient être plus stratégiques. Il faut, selon lui, s'orienter vers du « soft lobbying » pour confronter le peuple birman de façon moins catégorique et organiser des consultations de la société civile / private meeting. L'UE devrait soutenir davantage la société civile et traiter avec les deux camps au sein de l'État d'Arakan et rester patiente pour ne pas créer plus de tensions. Les femmes reçoivent des menaces.

Il rajoute finalement qu'il est important de déterminer parmi les rohingyas lesquels sont birmans. Pour cela, il pense que les pays européens, qui ont de l'expérience en matière d'immigration illégale, devraient aider la Birmanie en organisant des rencontres sur le sujet.

➤ **Pour Kiaw Min, la communauté internationale a un rôle indispensable à jouer**

Pour l'instant, les rohingyas sont dans une telle situation de détresse et d'isolation, qu'ils ne font que subir sans se défendre ni organiser de résistance. Les leaders locaux sont inexistantes parce qu'il n'est pas possible de militer sans être arrêté et torturé. Quand les étrangers viennent sur place, la police va immédiatement demander à ceux à qui ils ont parlé ce qu'ils se sont dit.

À Rangoun il est possible de faire des choses : répondre à des interviews, faire du lobbying à l'étranger, programme de formation pour les jeunes générations etc. Mais ce n'est pas suffisant. Les rohingyas sont dans une réelle impasse et la seule solution est que la communauté internationale leur vienne en aide, urgemment.

Au niveau politique, les limites se sont durcies en septembre 2014, avec la loi sur l'enregistrement des Partis Politiques adoptée en Septembre 2014. En effet, les détenteurs de carte d'identité temporaire ou carte ont dû être exclus de leur parti politique par celui-ci. La loi indiquait que les partis politiques qui ne se conformaient pas à ces exigences risquaient la dissolution. Depuis début 2015, les partis politiques ont donc exclu par milliers leurs membres détenteurs de « white cards » (dans le cas de la NLD il s'agit de 8 000 membres !).

Pour défendre la cause rohingyas, Kiaw Min et son parti ont essayé d'approcher Shwe Maung (Parlementaire Rohingyas de l'USDP), mais cela n'a pas fonctionné, les MP ne peuvent rien faire car ils sont affiliés à un parti politique qui leur dicte les règles. Ils ne peuvent pas sortir de ces règles.

Face à cette situation dans l'impasse, si personne ne leur vient en aide, le risque est que les rohingyas prennent les armes pour se défendre et qu'on les accuse d'être d'Al Qaida ou de L'État Islamique. Les américains et les anglais surveilleraient déjà l'État d'Arakan.

La communauté internationale a l'obligation de protéger les communautés persécutées. Il existe différents moyens de le faire : l'Assemblée générale de l'ONU a adopté 8 résolutions qui permettent d'intervenir (UN 2005, devoir De protéger le peuple qui n'est pas protégé par son Etat etc.).

Les seuls pays à agir (mollement) en faveur des Rohingyas sont le Royaume-Uni et les États-Unis, tout le monde doit s'y mettre en prenant des mesures concrètes.

Khonja est une activiste kachin très impliquée auprès des organisations de femmes de l'Etat Kachin et du Nord de l'Etat Shan. A ce titre, elle est régulièrement consultée par Le Comité Central de la KIO (Organisation d'Indépendance Kachin). Elle travaille également sur le processus de paix et s'intéresse de près à l'impact des investissements dans sa région. Très informée et spécifique, il faut lui poser des questions précises.

PROCESSUS DE PAIX

Où en est le processus de paix ?



Le processus de paix est bloqué. Tous les cessez-le-feu depuis 2012 ont été violés. Les forces en puissance échouent à se mettre d'accord, et ce même le jour de l'union nationale. Le gouvernement affirmait qu'il signerait un accord de cessez le feu national avant les élections, mais cela fait depuis 2012 qu'ils disent qu'il sera signé prochainement et toujours rien de concret ne semble prendre forme.

Entre temps, un accord préliminaire a été signé le 31 mars entre la Nationwide Ceasefire Coordination Team (NCCT) qui représente 16 groupes armés ethniques, et la Commission Gouvernementale pour le processus de paix, l'Union Peacemaking Working Committee (UPWC).

Après 60 ans de conflits armés, il s'agit d'un accord historique, toutefois, la NCCT n'a pas le mandat pour signer l'accord de cessez-le-feu national, il s'agit seulement d'une ébauche d'accord qui doit encore être signée par le gouvernement et par chaque groupe armé ethnique avant d'être proposée au Parlement. Cet accord comprend l'ensemble des demandes et propositions de la NCCT qui représente les groupes armés ethniques, mais ceux-ci pourraient souhaiter ajouter ou modifier certains points. Les groupes armés ethniques ont décidé de se réunir entre le 20 et le 30 avril pour en discuter.

La signature de l'accord national de cessez-le-feu est donc encore lointaine. De plus, avant toute signature, l'armée birmane doit montrer des signes de bonne volonté. En effet, tant que les attaques de l'armée birmane et les conflits ne s'apaiseront pas, aucun accord ne pourra être signé.

Pour Khonja, les communautés ont besoin d'être engagée dans le processus sinon il n'y aura jamais de paix. De plus, le MPC (Centre Birman pour la paix) est financé par l'UE. Ils sont trop payés pour ce qu'ils font. Trop de théories et pas assez d'applications concrètes. Leur travail n'est pas approprié. Ils font un mauvais usage des fonds. Ils organisent des forums de paix : lavage de cerveaux pour soutenir le gouvernement, mais pas réellement le processus de paix.

Il y a un forum jeunesse financés par le MPC, mais il n'est pas représentatif de la société birmane, il n'est composé que de 20 jeunes. Il existe d'autre groupes de jeunes, mais ils ne travaillent pas en collaboration, ils se font plutôt concurrence.

Violations des Droits de l'Homme dans l'Etat Kachin et nord de l'Etat Shan

➤ Enfants soldats

Le gouvernement a passé un accord avec les Nations Unies pour mettre fin à l'utilisation et au recrutement d'enfants soldats, mais cela continue. Les groupes ethniques armés sont également concernés. Le problème des armées ethniques est qu'elles se contentent de regarder la taille des garçons sans savoir leur âge. Toutefois, si quelqu'un se plaint, elles relâchent les enfants. 3 options pour les jeunes : école, armée ou travail d'intérêt général (dans une organisation etc.).

➤ Déplacés internes (IDP)

Il y en a de plus en plus dans l'État Kachin et Shan. Dans la région Mogok notamment. Beaucoup d'entre eux sont à Lashio. Certains arrivent en marchant, d'autres montent dans les véhicules qui font des allers-retours pour les transporter. Certaines zones de camps de déplacés sont condamnées à être évacuées parce que les autorités veulent y installer des projets d'exploitation de pétrole. Les déplacés vont rester dans les camps encore longtemps vu que le gouvernement n'a pas de projet pour les reloger.

Dans l'État Kachin, depuis septembre 2014, le gouvernement birman bloque l'accès humanitaire aux zones contrôlées par la KIO. Les déplacés mangent donc les rations destinées aux soldats de la KIA. Le gouvernement a affirmé à l'envoyé US qu'il allait rouvrir l'accès aux humanitaires, mais, une fois de plus, il ne l'a pas fait.

De plus, le gouvernement exerce toutes les formes de pression possibles. Les autorités sont notamment responsables de détournement de l'aide humanitaire. C'est par exemple le cas à Hpakant, où le groupe Génération 88 s'est rendu près des zones de conflit pour aider les IDP qui fuyaient, à pied, les combats pour tenter de trouver un refuge dans la forêt. L'organisation avait apporté des sacs de riz et ceux-ci ont été réceptionnés par un responsable local de l'Eglise. Mais la Tatmadaw a exigé de celui-ci qu'il les leur remette. Cela constitue une violation du droit international humanitaire.

Des IDP ont également été la cible de coups de feu pour la première fois. Même durant la domination de la junte militaire, les IDP pouvaient revenir sur leurs terres après un temps.

Organisation de la KIO (Organisation d'Indépendance Kachin)

La KIO est une véritable structure politique et administrative, avec de véritables infrastructures : police, immigration etc. L'organisation a évolué depuis 2011 notamment en terme de structure et de direction. C'est un bon système qui a été établi. Selon un accord passé avec l'Union Peacemaking Working Committee (UPWC) et le Myanmar Peace Center (MPC), la KIO a demandé un soutien technique, une équipe de conseillers. De plus, des activistes (kachins) ont constitué un groupe pour faire des recommandations à la KIO. Les principes de transparence sont appliqués et les Droits de l'Homme sont au cœur des politiques.

L'organisation veut gagner en crédibilité et y arrive plutôt bien. Un Comité central se réunit tous les samedis pour discuter de la situation. Briefing etc.

Le Comité central de la KIO regroupe des représentants de l'armée et des représentants de la société civile kachin. Il est dirigé par un président. Les membres de la KIO sont élus par ce Comité central dont chaque membre choisit quelques candidats pour des élections indirectes. Le comité a été changé en 2010. Initialement, rien n'était prévu pour les femmes, mais elles ont milité pour être intégrées et le sont aujourd'hui, notamment pour les organisations de femmes très actives. Les kachins semblent satisfaits de cette organisation.

La KIA se finance grâce à l'exploitation du jade, du bois et grâce aux taxes. Ils ne se financeraient plus avec l'argent de la drogue officiellement, mais lutteraient contre celle-ci en organisant par exemple des tests d'urine de façon aléatoire.

Ressources naturelles et conflits armés : État Kachin et nord de l'État Shan

Pour Khonja, en Birmanie, les combats entre les groupes armés ethniques et l'armée birmane, sont les plus intenses aux endroits où l'on trouve des ressources naturelles et où il y a des projets d'investissement et de développement. C'est à dire dans l'État Kachin et dans le nord de l'État Shan. En 2011, 80% des conflits se déroulaient dans cette zone, où l'on trouve notamment des pierres précieuses, du gaz et du pétrole. Il s'agit d'une zone de grande diversité ethnique qui est en conflit avec le gouvernement birman depuis l'indépendance, essentiellement pour le contrôle du territoire. Après la signature des accords de cessez-le-feu nationaux, cette zone sera déterminante pour l'économie notamment car elle est située sur l'axe ferroviaire avec la Chine. C'est pourquoi l'armée birmane tente de récupérer son contrôle le plus vite possible.

Actuellement, les investissements dans les zones contrôlées par la KIO sont possibles sans l'accord du gouvernement central. Il faut sur le principe, obtenir la permission de la KIO et de la population locale. Toutefois, ces investissements sont risqués à cause des combats qui font rage. Les exploitations pourraient à tout moment faire l'objet d'attaque. Pour le moment, il n'y a que quelques entreprises chinoises qui n'ont pas respecté ces principes et se sont implantés.

Depuis début 2015, il y a eu de nombreux problèmes liés à la militarisation accrue de la zone par l'armée birmane. L'utilisation de la torture, les exécutions sommaires, les attaques aériennes sur la région du Kokang etc. Les viols et meurtres de deux enseignantes, dans l'État Kachin, le 19 janvier par des militaires a particulièrement fait polémique en Birmanie. En effet, l'armée tente systématiquement d'innocenter les militaires alors que les violences sexuelles commises par l'armée sur les civils en zone de minorités ethniques, sont particulièrement fréquentes. Dans ce cas, les autorités n'ont pas mené de vraie enquête, ont diffusé de fausses informations dans les médias en tentant de faire porter le chapeau à des personnes fictives.

En Birmanie, 90% du business est d'une manière ou d'une autre relié à l'armée, que ce soit à travers les conglomérats militaires (entreprises d'État) ou pas. La plupart des membres du gouvernement et de l'USDP sont d'anciens militaires. Ce sont eux qui s'occupent d'attribuer les licences, mais aussi eux ou leurs proches qui remportent les contrats.

Selon Khonja, les groupes armés ethniques pourraient trouver des accords de paix, mais c'est le gouvernement et l'armée qui empêchent la signature de tels accords. Cela peut faire penser au proverbe : « diviser pour mieux régner ».

Etat Shan : Région Kokang

Selon Khonja, l'analyse des cartes met en évidence que le conflit Kokang est directement lié au contrôle des ressources naturelles. Il ne s'agit pas seulement d'un affrontement entre des groupes ethniques et le gouvernement, mais d'une guerre pour le contrôle du commerce et des investissements.

En terme ethnique la région est très variée. A l'époque, personne ne dirigeait réellement la zone, mais sous la domination britannique elle aurait appartenue à la Chine. Elle aurait ensuite été contrôlée par l'armée communiste birmane (elle-même financée par la Chine). Celle-ci s'est, depuis, divisée en plusieurs groupes dont l'armée Kokang (MNDAA). Ces anciens communistes ne se battent plus pour le peuple, mais pour des intérêts commerciaux.

Le conflit en sommeil depuis 6 ans dans la région, a repris peu après le retour de Pho Kya shin. Ancien leader kokang, il était à la tête du groupe armé, jusqu'à son exil en 2009. Personne ne sait s'il était en Chine ou s'il est resté en Birmanie, mais il a déclaré dans les médias chinois être de retour en Birmanie. Il se bat actuellement aux côtés de la MNDAA pour récupérer ses terres. Sans le soutien de ses partisans il ne serait pas en mesure de mener un tel combat.

Certaines zones sont le théâtre d'affrontements très intenses, où la torture et le viol sont utilisés comme arme de guerre contre les civils (rapport de Global Witness sur le sujet). Les gouvernements chinois et birman ont la volonté de nettoyer cette zone pour faciliter le commerce. Officiellement, et selon un conseiller de la province du Yunnan, les chinois n'apportent aucun soutien à l'armée Kokang et ses alliés. Mais certains hommes d'affaires qui y auraient des intérêts, soutiendraient peut être certaines parties au conflit. Ce conseiller essaie de travailler en collaboration avec le gouvernement birman.

État Kachin

➤ Les mines de Hpakant

L'État Kachin a bénéficié d'une certaine indépendance entre les années 1960 et 1994, comptant sur une économie basée sur le trafic et le commerce de jade avec la Chine ainsi que sur la drogue. L'offensive de l'armée birmane en 1994 a permis au gouvernement birman de récupérer le contrôle d'une partie des mines

de jade et de contraindre la KIO (Organisation pour l'Indépendance Kachin) a signé un cessez-le-feu. En 2011, celui-ci a été rompu par l'armée birmane qui a lancé de nouvelles offensives pour récupérer davantage de contrôle sur la zone. Depuis l'armée grappille petit à petit les territoires kachin, en concentrant ses efforts sur les zones riches en ressources naturelles, comme les mines de Hpakant. Avant même la reprise des combats, des troupes de la Tatmadaw étaient postées dans la zone. Aujourd'hui, les affrontements se poursuivent et, selon les territoires, la région de Hpakant est contrôlée par l'autorité centrale birmane ou par la KIO.

La région de Hpakant, en effet, riche en ressources naturelles, connaît de nombreux problèmes de sécurité et comptabilise de nombreux IDP. 2 types de compagnies exploitent le jade dans cette région : les compagnies privées (d'origine birmane), dont la plupart sont affiliées au gouvernement, les joint-ventures (birmans/chinois ou birmans/indiens). On ne connaît pas exactement le nombre d'entreprises présentes. Il n'y aurait pas de chercheurs de jade artisanaux car les individus isolés ne peuvent pas exploiter ces mines de jade simplement, l'exploitation requiert une grande organisation et des machineries lourdes.



Toutefois, les déchets jetés par les exploitants sont récupérés par les populations locales qui essaient de trouver des petits morceaux qui n'auraient pas été repérés par les entreprises.

Dans les zones contrôlées par la KIO, les petites entreprises Kachin lui paient des taxes. Les taxes ne concerneraient que 5% du business. Sur les territoires contrôlés par le gouvernement central, moins de 10% du business total est taxé. Les intérêts en jeu sont colossaux mais le Ministère des mines et le Ministère des finances manquent totalement de transparence et les taxes, qui seraient particulièrement peu élevées, n'apparaissent que rarement sur les registres nationaux. Ainsi, les revenus nationaux liés au jade sont nettement inférieurs à ce qu'il pourrait être si plus de transparence était appliquée. La plupart des revenus issus de l'exploitation des ressources naturelles est ainsi récupérée par l'armée.

En décembre 2014, un rapport des CSO demandait plus de transparence pour que les revenus générés par le jade bénéficient davantage à la population. Mais l'armée essaie de faire taire ces voix dissidentes faisant pression sur les activistes, car cet argent représente une part importante de ses revenus.

Outre l'intensification des conflits et ses conséquences sur les civils (déplacements de populations, violations des Droits de l'Homme, meurtres etc.) l'exploitation des mines est responsable de nombreux gâchis (eau, terres) et a de nombreux impacts environnementaux. Les familles tentent de poursuivre en justice les compagnies responsables des disparitions de leurs proches (glissements de terrains etc.) mais en vain. Le gouvernement n'apporte aucun soutien, les enquêtes ne sont pas menées, les corps ne sont pas déterrés et aucune compensation n'est versée aux proches des victimes.

➤ **Le barrage de Myistone**

Il s'agit d'un barrage hydroélectrique géant financé par la Chine (projet de 6 milliards de dollars). Situé dans le nord du pays, sur un confluent du fleuve Irrawaddy dans l'Etat Kachin, ce projet alimentait directement le conflit entre l'armée birmane et les rebelles kachin. Les défenseurs de l'environnement ont dénoncé ce projet qui, selon eux, devait inonder des dizaines de villages et entraîner le déplacement d'au moins 10.000 personnes ainsi que des dommages irréversibles dans une région très riche en biodiversité.

Le 30 septembre 2011, le gouvernement birman a annoncé que les travaux du barrage seraient suspendus jusqu'à la fin de son mandat. Mais le sentiment général est que le projet va reprendre après les élections de 2015. Il s'agit d'une question très complexe et même si ASSK devient présidente il n'est pas sûr qu'elle puisse améliorer la situation. En effet 60% de la population serait d'accord avec le projet car ce sont les communautés locales qui en pâtissent alors que le barrage pourrait, selon les entreprises et les autorités chinoises et birmanes, apporter du développement pour le reste du pays. Ce développement serait relatif car l'électricité produite servirait surtout à approvisionner la Chine et le risque d'intensification des conflits de la zone est important.

➤ **La Chine et l'exploitation forestière illégale en Birmanie**

Les tensions entre la Chine et la Birmanie sont vives autour de l'exploitation du bois. Début janvier, l'arrestation d'une centaine de bûcherons chinois pour déforestation illégale a soulevé de nombreuses questions. 590 véhicules ont été arrêtés, c'est à dire au moins 1000 personnes, mais nombre d'entre elles se sont cachées dans la forêt. Toutes s'étaient enregistrées à la frontière avec la Chine, dans une zone contrôlée par le gouvernement. Du point de vue gouvernemental, la faute appartient à la KIO. Mais dans les faits, les bucherons exploitent illégalement le bois et paient des taxes au gouvernement, cela veut dire que c'est toléré.



Ils peuvent sortir de prison en payant simplement une amende. Cela semble être seulement un moyen pour gagner plus d'argent et pour ternir l'image de la KIO en les rendant responsables de ces actes illégaux.

Pour la première fois, le 15 janvier, les autorités chinoises et birmanes se sont rencontrées pour réguler le commerce du bois et mettre en place des lois sur l'exploitation forestière (les médias ont diffusé des informations très peu claires). Les échanges transfrontaliers se font en toute illégalité, en toute connaissance des fonctionnaires locaux, et n'ont que des retombées négatives sur les populations locales. Avec ou sans loi, l'exploitation continuera, donc autant légiférer pour assurer un minimum de transparence.

ERI travaille sur les problématiques environnementales, d'investissement et de corruption en tachant d'analyser l'impact des projets économiques sur les communautés locales. Ils organisent des formations auprès des activistes et des parlementaires, ils publient des rapports et des guidelines, ils font du plaidoyer en visant notamment les entreprises responsables des impacts et essaient d'accompagner les communautés locales pour qu'elles définissent clairement leurs demandes (emploi, compensation etc.) et pour les aider à les faire accepter par le gouvernement birman et les entreprises. Discussions davantage orientée vers les activités d'ERI que sur les sujets de fonds.

Investir en Birmanie

Investissement responsable

Les entreprises doivent avoir de vrais programme de RSE, à la place elles donnent de l'argent en vrac aux associations, mais cela n'affecte pas les communautés sur le terrain (et ils appellent cela de la RSE) c'est loin d'être suffisant !

➤ **La nouvelle loi sur l'investissement**

Elle est en train d'être rédigée. Le premier projet de loi est horrible. Une seule consultation a été organisée pour demander l'avis des CSO, mais celles-ci n'ont été prévenues que 2 jours à l'avance, ce qui ne leur a pas laissé le temps de se préparer. De plus, la consultation n'a réuni que les grosses ONG (et pas le groupe de travail sur les terres qui réunit un grand nombre d'association) et s'est tenue exclusivement en anglais. Le projet ne propose aucune protection ni sociale ni environnementale, et il est rédigé indépendamment de la nouvelle loi sur l'utilisation des terres qui doit pourtant être prise en considération.

➤ **Environnement et énergie**

La production d'électricité va être un problème extrêmement important ces prochaines années dans le pays. Le gouvernement planifie la construction de 13 centrales électriques et 33 barrages hydroélectriques, les conséquences de ces projets sur les populations vont être désastreuses : confiscation de terre, « nettoyage » des zones avec abattage des arbres etc. Mais surtout, il n'existe aucune restriction concernant les émissions de gaz à effet de serre, l'utilisation de l'eau, la gestion des déchets etc.

➤ **Recommandations pour les entreprises qui investissent en Birmanie**

- Elles doivent faire leur propre analyse de terrain avant d'investir : étude environnementale et sociale ;

- Elles doivent faire participer les communautés locales à leur projet avant, pendant et après sa mise en place : s'assurer de leur Consentement Libre Préalable et Eclairé (CLIP), leur donner les informations nécessaires en temps réel et dans leur langue et prendre en compte leurs recommandations ;
- Elles doivent mettre en place un mécanisme qui permette aux communautés d'adresser leurs plaintes et de rapporter ce qu'il se passe sur le terrain (le mécanisme de Total fonctionne bien sur le papier même s'il a été mis en place après 20 ans. Toutefois il y a toujours beaucoup de problèmes qui impactent les communautés : explosion, incendie, pollution etc. et ils prétendent ne pas être au courant alors qu'avec un tel mécanisme ils devraient l'être.)

Bo Kyi : Avant d'investir, les entreprises doivent étudier attentivement la loi et demander au gouvernement le respect des Droits de l'Homme en mettant en place une réelle politique de responsabilité sociale. Quant au gouvernement français, il doit soutenir les réformes et non les réformateurs.

➤ Investissement dans les zones de minorités ethniques

Khonja : Il faut que les entreprises attendent la mise en place d'un dialogue politique, ou au moins les prochaines élections avant d'investir. Signer un accord avec le gouvernement revient à leur donner des outils pour combattre les groupes ethniques armés. Or, le gouvernement ne fait pas que se battre contre les armées ethniques, il veut déplacer la population locale et l'envoyer dans les camps pour pouvoir s'occuper tranquillement de ses projets d'investissements.

Investir maintenant ce n'est pas soutenir la transition démocratique. Mais s'ils veulent tout de même investir, ils doivent consulter la population locale et appliquer les mêmes normes que dans leur pays d'origine.

Cronies et corruption

Robert San Aung : Avant les cronies (hommes d'affaires proches des militaires) achetaient des armes aux pays étrangers pour les donner aux militaires. En rétribution, le gouvernement confisque les terres des paysans pour leur donner. Il est très difficile pour les activistes de travailler contre les cronies, car ils sont immédiatement arrêtés. C'est un sujet très sensible pour le gouvernement.

La plupart des immeubles sont pris par les cronies, et proches des militaires. Par exemple, le Dagon city à Rangoun, à côté de la Shwedagon, appartient à Tay Za le petit fils du General Than Shwe, il s'agit d'un des nombreux cas d'abus de pouvoir. Les activistes ne peuvent pas pointer du doigt les cronies car la plupart sont protégés.

De plus, il est très difficile de prouver quoi que ce soit car les accords sont souvent oraux et il existe un grand nombre de moyens de communications (nouvelles technologie comme Skype, Viber, Facebook etc.) que les activistes ne maîtrisent pas toujours, qui complique la tâche des activistes : Les cronies changent tout le temps de numéro de téléphone et de moyens donc difficile d'obtenir des preuves.

Il n'y pas souvent d'appel d'offre officiel concernant les biens publics et lorsque les Ministères en publient une, les acheteurs sont déjà connus à l'avance. Parfois, les avocats protestent contre la vente de patrimoine de la ville, mais cela ne fonctionne que très rarement.

Les investisseurs étrangers doivent s'associer à un birman, lorsqu'ils investissent en Birmanie, ce qui occasionne une corruption systématique. En effet, depuis 1968, la corruption est une habitude car les salaires des fonctionnaires sont extrêmement faibles : autour de 150 dollars par mois dans les administrations jusqu'à 3000 dollars pour la cour Suprême. Ces salaires ne sont pas suffisants donc les fonctionnaires acceptent les pots de vin ce qui est largement accepté par les autorités.

Pourtant, avant 68, les salaires des fonctionnaires étaient élevés et les lois plus strictes. Après le coup d'ÉTAT de Ne Win, le cours de la monnaie n'était plus garanti, donc l'argent supplémentaire est devenu vital et habituel pour survivre.

Confiscation des terres

Khonja : La Birmanie est en plein développement économique, les investisseurs ont besoin de terres, le gouvernement expulse donc les paysans pour leur céder. Toutefois, les compensations versées en échange de ces confiscations ne sont pas adéquates et certainement pas indexées au développement du pays. Une fois leurs terres confisquées il est extrêmement difficile de les récupérer, et s'ils essaient de protester, les paysans sont harcelés ou arrêtés.

Bo Kyi : Les confiscations de terres sont aujourd'hui le principal problème en Birmanie. Le peuple birman souffre plus aujourd'hui qu'avant car les paysans, qui représentent la majorité de la population en Birmanie, sont harcelés, arrêtés, forcés de quitter leurs terres et de changer de mode de vie.

Beaucoup souffrent aujourd'hui de faim ou de malnutrition car ils ne peuvent plus cultiver leurs terres, ont perdu leurs emplois et doivent se reconvertir. Les périodes de transition sont difficiles pour ces familles qui ont toujours vécu de l'agriculture. Certains deviennent ouvriers dans des usines où ils sont exploités tandis que beaucoup de femmes sont contraintes à la prostitution dans les zones d'activités économiques importantes. C'est un problème de plus en plus important directement lié aux confiscations des terres. Certaines ONG essaient de les aider, mais cela reste difficile car le problème principal réside dans le fait qu'ils ont changé de vie et n'ont plus suffisamment de revenus. Elles ont des difficultés à leur proposer des solutions durables. C'est notamment le cas dans les zones de minorités ethniques. Le gouvernement agit en faveur de l'armée et des hommes d'affaires, mais pas pour son peuple qui souffre.

Share Mercy - Wayan Tin Maung Win (president)

Leur focus principal est la gouvernance foncière, ils travaillent notamment dans l'Irrawaddy avec des leaders syndicaux (pêcheurs, paysans) et les réseaux de militants pour les droits fonciers. Leur objectif est d'aider les communautés à renforcer leurs capacités, connaissances civiques et politiques et de créer un espace pour leur permettre de rencontrer les différentes parties prenantes. Enfin, ils récoltent les données sur les terres confisquées pour les envoyer aux parlementaires. Ils voudraient étendre leurs activités vers la résolution des conflits et l'observation des élections (mais cela ferait beaucoup).

Share Mercy l'une des associations partenaires d'Info Birmanie pour le programme d'échange étudiant.

Les confiscations de terres aujourd'hui

➤ Confiscations de terres



Les compensations pour 1 acre varient entre 3000 et 7000 dollars, mais elles sont fixées en fonction de catégories. Elles dépendent du lieu, du type de culture, de la qualité de la terre etc. En comparaison les entreprises payent en moyenne 270 millions de kyat (270 000 dollars) pour 1 acre alors qu'elles n'obtiennent pas la propriété de la terre, mais seulement une location à longue durée.

C'est la chambre du commerce qui devrait prendre en charge les compensations car

actuellement les publications changent tous les jours.

Chiffres nationaux officiels concernant les confiscations de terres :

TABLE 2 LAND CONCESSIONS COUNT BY UNION PARLIAMENT

Sr.	Driver	Compliant Letter #	(round) Acres #
1	Troops & Regiments	570	247146.87
2.1	National (Motorway, waterway and airway) expansions	27	35663.09
2.2	National Owned Factories, Plants and Ministry Projects	80	39919.58
3	Urbanization and Industrialization	63	109634.15
4	Companies (Private/Public)	59	11824.8
5	Concessions by Mismanagement of Village Tract Land Committee	2	1600
	Total	173	552188.49

TABLE 3 PRESIDENT PAPERS RESPONDING TO UNION PARLIAMENT REPORTS

Sr.	Driver	# Case To Resolve	# Case Already Resolved	# Acres Cleared
1	Troops & Regiments	565	332	191944.16
		531	62	18605.67
2	National Programmes	26	4	571.64
		26	14	5622.07
3	Urbanization & Industrialization	63	1	58.09
		55	58	60303.17
4	Companies (Private/ Public)	91	36	36778.08
		87	8	20563
5	Land Concession by Mismanagement of Land Committee	Not Solved		
0	New in-coming Cases	0	45	6290.82
	New in-coming Cases	0	36	3883.19
	Total (by third Paper)	699	178	108977.09

Toutefois dans ces tableaux, le gouvernement n'a pas répertorié la catégorie 5 (confiscations liées aux actes de corruptions des comités et disputes intra communales) tout comme les terres confisquées avant 1988, cela pourrait donc être beaucoup plus. Enfin, les disputes entre cronies et paysans ne sont pas comptabilisées et selon le gouvernement, aucune terre n'a été confisquée depuis 2010, puisque tous les cas récents sont des cas de confiscation « légale » des terres qui sont conformes au cadre juridique.

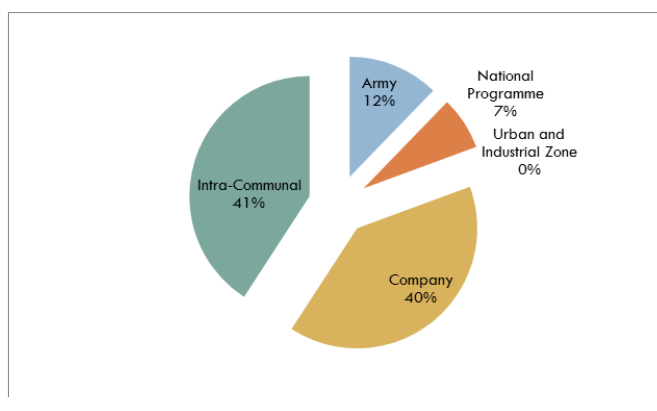
Différents types de confiscations de terres:

- Les confiscations de terres par les troupes : ne peut être que résolu par le commandant en chef des armées ;

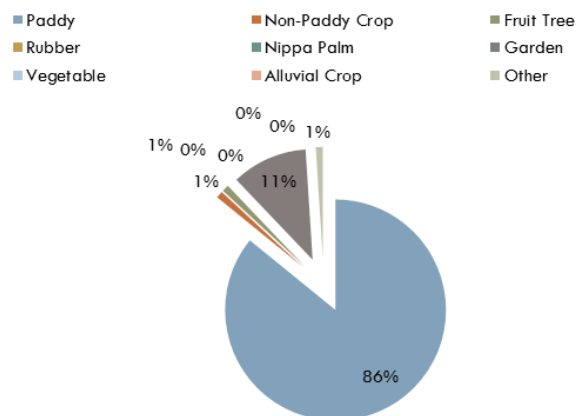
- Les confiscations pour les projets nationaux : ports en eaux profondes, zone économique spéciale etc. ;
- Les confiscations pour les projets d'industrialisation par le gouvernement régional et national : par exemple les infrastructures. Les constructions des routes sont gérées au niveau régional et devraient suivre le cadre légal qui inclus notamment les compensations, mais sur le terrain elles ne sont pas appliquées comme prévu. De plus, les autorités confisquent plus de terres que ce dont elles ont besoin ;
- Les confiscations pour les entreprises ;
- Les confiscations liées aux actes de corruptions des comités et disputes intra communales (échange d'argent contre des terrains etc.).

Share Mercy collecte des informations et des données pour tous les types de confiscations sauf pour les confiscations impliquant les troupes armées car ils n'ont pas les capacités ni l'expérience nécessaire.

Types of Land Concessions



Types of Agriculture Grown by the affected peasants



Workshops in FOUR Districts of Ayarwaddy Region 7/28/2014 Rapport 19 workshop SM

Projet de loi sur l'utilisation des terres

Le projet de loi nationale sur l'utilisation des terres est réalisé sous la supervision du Ministère des forêts, mais en compétition avec le Ministère de l'agriculture qui souhaite récupérer le sujet. La plupart des CSO se sont opposées au projet de loi, et ont été soutenues par les étudiants et les ouvriers, mais ils ne sont pas écoutés ni pris en compte pour l'élaboration des lois.

Le Core group qui a formé un groupe spécifique sur les politiques liées à la terre et (l'avocat ashin Wina) a pu participer à ces discussions (Share mercy est l'un des 50 membres).

Consultation pour la loi : Le gouvernement a publié un projet de loi en octobre et a prévu 2 mois pour la consultation nationale. Cette consultation a été menée par beaucoup de CSO, mais ça n'a pas suffi à toucher réellement le terrain. En effet, beaucoup de CSO sont impliquées sur les problèmes de terres, mais beaucoup essaient de les récupérer et ne sont pas expérimentées sur l'aspect juridique. Elles sont donc confuses et n'ont pas eu le temps de se préparer à l'avance.

Seules les organisations de la société civile, ayant reçu une invitation à participer aux discussions sur le projet de loi, ont pu faire part de leurs recommandations lors des discussions de janvier 2015. C'est une stratégie très utilisée par le gouvernement. *« il y a 330 districts en Birmanie, il y aurait dû y avoir des évènements pour informer les paysans dans tout le pays, surtout que le sujet concerne la grande majorité de la population et qu'il est très facile de les mobiliser étant donné le nombre de lieux et d'occasions où ils se rassemblent et l'importance des réseaux agricoles dans le pays »*. Le projet de loi sera présenté au Parlement autour d'avril (à suivre).

Pour l'instant, le projet de loi ne garantit pas la propriété pour les petits propriétaires agricoles (qui possèdent moins de 10 acres de terrain, soit environ 4 hectares). Ils peuvent donc se voir confisquer leurs terres à tout moment. Et pourtant dans la région de l'Irrawady, par exemple, 33% des paysans possèdent moins de 5 acres et 26% ont moins de 10 acres. De plus, le projet inclut seulement des compensations sans préciser le montant et aucune précision n'est donnée sur les conditions de relogement.

➤ **Recommandations de Share Mercy**

- Il faut amender l'article 37 : selon la loi l'État est propriétaire de toutes les terres et ressources naturelles depuis le sous-sol jusqu'à l'air ;
- Le gouvernement devrait concevoir la loi de sorte qu'elle protège en premier lieu les petits propriétaires terriens et non les gros groupes privés. 50 % des récoltes viennent de l'agriculture traditionnelle qui nourrit le pays ;
- Il faut une responsabilité sociale des entreprises et de la transparence ;
- Quel que soit le projet, la plupart des profits devraient aller aux locaux plutôt qu'aux business men car les communautés doivent abandonner leur vie, leur environnement, et sont affectées par les impacts environnementaux et sociaux. Elles devraient recevoir au moins 10% des profits ;
- Il faut un minimum de garanties de revenus pour les familles de paysans car elles ne peuvent pas changer la nature de leur métier en travaillant à l'usine du jour au lendemain alors qu'elles ne savent que travailler la terre.
- Le gouvernement doit accorder des prêts plus importants aux paysans et avec des conditions plus avantageuses. Les paysans devraient avoir accès à un prêt qui concerne l'ensemble des surfaces qu'ils cultivent, mais aussi leur vie sociale et l'éducation. La durée du prêt devrait être augmentée à un an, les montants devraient être vus à la hausse (passer de 100 dollars par acre à 200 dollars), les taux d'intérêts devraient être plus avantageux. Enfin, les remboursements des prêts doivent adopter une approche progressive, sur la durée. Si les paysans payent en retard, l'intérêt devrait augmenter plutôt que d'interdire définitivement le prêt ;

- Les petits paysans doivent pouvoir enregistrer leurs terres pour bénéficier des droits de propriétés de celles-ci.

Corruption

Même si le gouvernement central avait l'intention de gérer de façon responsable les confiscations de terres, sur le terrain cela ne peut pas fonctionner car ce sont les autorités locales, extrêmement corrompues, qui sont chargées de distribuer les compensations et elles ne sont pas sanctionnées en cas de mauvaise gestion. En effet, le gouvernement ne prend pas le risque de les condamner car des dizaines de milliers de personnes sont impliquées à travers le pays. Mais surtout, les autorités locales, reconnaissent la légitimité du régime, s'en prendre à elles constituerait un risque d'instabilité et de renversement du régime. Les CSO dénoncent les actes de mauvaise gestion et de corruption, mais les responsables locaux ne sont pas inquiétés. Le seul moyen est que la pression vienne de plus haut.

Le gouvernement doit changer les lois sur son personnel et devrait réhabiliter tout le système pour lutter contre la corruption. Les recours devraient être facilités pour dénoncer les situations irrégulières et les personnes responsables de corruption devraient être forcées à prendre leur retraite. Les nouveaux fonctionnaires doivent être formés à la responsabilité sociale pour ne pas reproduire les méthodes utilisées par les seniors, mal habitués par des années d'autoritarisme et qui continuent de propager ces habitudes en toute impunité.

Les autorités devraient pouvoir être questionnées par les CSO (directement, sans délai de réponse), le gouvernement et le parlement devraient répondre au public tous les mois. Aujourd'hui, les décisions sont beaucoup trop centralisées. Enfin, un mécanisme de recours doit être mis en place pour dénoncer les personnes, au sein des autorités, qui ne respectent pas les lois.

➤ **Message à transmettre aux entreprises et aux gouvernements :**

Le cadre légal et les institutions doivent être améliorés pour qu'un État de droit soit mis en place. Les forces de police et l'armée ne réfléchissent qu'en fonction de leur fidélité au gouvernement et les puissances économiques (les cronies) en Birmanie.

Le gouvernement dit que tout est sous contrôle, que les compensations sont données aux paysans et que tout va bien, mais en réalité ce n'est pas le cas. Les compensations doivent être payées via les CSO et non par les autorités, ou alors, il faut que les autorités mettent en place une vraie gestion des terres et des compensations. Il faut que ce soit géré en concertation avec les communautés sinon les investisseurs vont être confrontés à des complications, car de nombreuses manifestations sont organisées.

➤ **Confiscations de terres dans l'État Kachin**

Khonja : Il n'y a pas de chiffres exacts concernant les confiscations de terres. Mais ça continue. Les villageois cultivent toujours les terres, qu'elles leur appartiennent officiellement ou non. Les cartes des zones

concernées par les futurs projets économiques ont été définies, les villageois pourraient donc être avertis et prendre les mesures adéquates pour enregistrer leurs terres. Mais, bien que, le coût de l'enregistrement des terres soit faible, il faut pour faire mesurer les terres, faire venir des experts et le processus revient finalement très cher. Ils n'ont pas tous les moyens de le faire. Les ONG tentent de les aider, mais c'est difficile. Le département d'enregistrement des terres a beaucoup de dossiers à gérer, or, il est en sous effectif et manque d'argent.

Dans les zones contrôlées par la KIO, les confiscations de terres existent également, mais elles ne se font pas librement, elles se font contre de l'argent, au prix du marché.

ETUDIANTS

AUNG KYAW - Ancien de All Burma Federation of Student Union (ABFSU)

Il est un ancien responsable de l'ABFSU, la Fédération Birmane des Syndicats Étudiants. ABFSU est une organisation étudiante historique qui a initié et dirigé le combat non violent des étudiants birmans depuis les années 30 et qui appelle aujourd'hui à une mobilisation internationale pour la libération des étudiants incarcérés.

Originaire de l'Irrawaddy, il était professeur. Il s'est fait arrêter en 2008 à Rangoun, pour son implication dans l'organisation des syndicats étudiants après la révolution de safran de 2007. Il participe à la protestation étudiante de 2015 non pas en tant qu'étudiant, mais en tant qu'ancien étudiant et professeur reconnu comme leader de la révolution de safran et travaillant pour la prochaine génération. Il tient le rôle du mentor, de celui qui a l'expérience des soulèvements historiques.

Dès 2013, appelé par les plus jeunes, il a rejoint le mouvement pour le soutenir avec d'autres, professeurs, intellectuels, spécialistes de l'éducation (dont des experts étrangers), membres de partis politiques de tous les horizons et étudiants pour réfléchir à ce que pourrait être l'avenir du système éducatif birman. Après plusieurs mois de travail, l'ensemble des priorités sur les changements à apporter ont été fixées et des projets de lois ont été proposés. Le Parlement a accepté de lire leurs propositions et dit s'en être inspiré pour l'écriture de la Loi Nationale sur l'Éducation proposée en septembre.



Quelques jours avant que les violences entre les étudiants pacifistes et des policiers ne se produisent, nous avons rencontré Aung Kyaw (ancien membre de l'ABFSU). Ce groupe a marqué l'histoire du pays tout au long du siècle dernier. Successivement autorisé et interdit, il a été la structure centrale de l'opposition rassemblant les jeunes contre l'oppression des dictatures. Là où, par exemple, la NLD rassemblait plutôt les adultes et les intellectuels.

Juste après nous avoir reçus dans ses locaux à Rangoun, il a rejoint le cortège des étudiants de l'Irrawaddy, (région où il était enseignant après 2007) qui se dirigeait lentement vers la ville de Bago.

Le mouvement de protestation

Le projet de loi sur l'éducation a été publié en mars 2014. Le Réseau National pour les Réformes de l'Éducation (NNER), a consulté les étudiants et professeurs et publié des recommandations qu'elle a adressées au Parlement. Celles-ci n'ont pas été prises en compte par le gouvernement qui a adopté la loi en septembre 2014.

Le regroupement étudiant Action Committee for Democratic Education (ACDE) regroupant ABFSU, la Confederation of University Student Unions, et l'University Student Union, a déclaré que la loi nationale pour l'éducation n'était pas démocratique.

Les étudiants n'y ont pas retrouvé les points les plus importants de leurs demandes. Ils ont appelé à la décentralisation du pouvoir aux États, régions et établissements pour une plus grande autonomie des universités par rapport à leurs ministères de tutelle (ministère de l'éducation, mais aussi de l'Agriculture et de l'Irrigation, de la Conservation environnementale et des Forêts, des Constructions, de l'Élevage et de la Pêche ...). Ils ont demandé à ce que la loi reconnaisse les syndicats de professeurs et les syndicats étudiants et que l'interdiction de s'impliquer dans des activités politiques qui touche les étudiants soit retirée. Ils ont appelé à un enseignement en langue ethnique, enfin ils ont demandé un investissement massif dans le système éducatif du pays, en ligne avec les principes de l'UNESCO, car s'il était à la pointe à la sortie de la seconde guerre mondiale, les 50 années de dictature l'on anéantit comme dans peu d'endroits au monde.

Les étudiants ont décidé de former un mouvement de protestation pacifique dès novembre 2014 pour que leurs voix soient entendues. Ils ont lancé un ultimatum au gouvernement pour organiser des négociations quadripartites (entre les leaders étudiants, les représentants du NNER, le Gouvernement et le Parlement) afin de négocier l'amendement du projet de loi sur l'éducation, rédigé et approuvé sans leur consultation.



Le 20 janvier, sans réponse officielle du gouvernement dans le délai imparti, des centaines d'étudiants ont entamé des marches pacifiques à travers le pays pour réclamer la tenue de ces négociations. Le mouvement a été rejoint par des activistes, des moines et des villageois qui les accompagnaient sur une partie du chemin pour les protéger. Les marches n'étaient pas autorisées par le gouvernement, mais elles sont devenues de plus en plus importantes.

Premières tensions pendant la marche entre Mandalay et Rangoun : autour du 30 janvier

Peu de temps après le début des marches étudiantes de protestation, l'une d'entre elles a failli déraiser... Les manifestants avaient 3 choix pour marcher entre Mandalay et Rangoun et ils ont décidé de passer par la ville de Tanda : probablement par provocation. (Aung thun, un proche de Tan Shwe, est député de la circonscription, et serait responsable de l'attaque et tentative de meurtre d'Aung San Suu Kyi en 2003). Des policiers étaient postés partout sur leur chemin et formaient un barrage, rendant la situation extrêmement tendue. Tous les médias pensaient que la situation mènerait à la confrontation, mais le gouvernement a choisi ce moment pour accepter de négocier avec les étudiants en invitant les responsables étudiants à Nay Pyi Daw. Le cortège est passé sans problème, mais les membres du NNER ont reçu des menaces sur le chemin.

Phyoe Phyoe Aung - All Burma Federation of Student Union (ABFSU)

Phyoe Phyoe Aung est une étudiante, mais aussi la Secrétaire Générale du Comité de travail d'ABFSU. Elle a fait partie des 15 représentants étudiants choisis pour négocier avec le gouvernement. Elle est actuellement incarcérée dans la prison de Thayawady depuis le 10 mars, pour avoir participé aux manifestations pacifiques.

Négociations pour l'amendement de la loi sur l'éducation



Des négociations quadripartites ont finalement eu lieu le 1er et le 2 février à Nay Pyi Daw. Phyoe Phyoe Aung faisait partie des 15 représentants étudiants choisis pour négocier avec le gouvernement. Elle nous explique que tout était fait pour les déstabiliser avant les discussions et surtout les mettre en colère. Le gouvernement n'avait par exemple rien préparé pour les accueillir dans la capitale, et les hôtels ont « bizarrement » refusé de les héberger. Ils ont donc du dormir dans des bus. Les négociations n'ont pas porté sur les 11 demandes clés des étudiants, mais sur les demandes préliminaires aux discussions. Le 3 février, le gouvernement birman a suspendu les discussions jusqu'au 12 février, sans qu'aucun accord n'ait été trouvé.

Le gouvernement, a notamment refusé d'autoriser les étudiants à manifester et de garantir une amnistie aux leaders des manifestations pacifiques. De plus, il a manifesté sa volonté de les écouter, mais pas de les inclure au processus d'amendement de la loi sur l'éducation.

Suite à l'échec de ces discussions, le gouvernement a essayé de discréditer le mouvement étudiant en déclarant que les leaders n'étaient pas de « vrais étudiants » et que la mobilisation était infiltrée par des partis politiques. Il a également fait savoir qu'il avait d'autres sujets importants à gérer (processus de paix). Cette stratégie visait vraisemblablement à repousser les négociations et gagner du temps.

Le 14 février, les représentants étudiants, le NNER, le Gouvernement et le Parlement sont finalement parvenus à un accord incluant les 11 demandes clés des étudiants. Le Ministère de l'Education s'engageait ainsi à retirer son projet de loi et à soumettre le nouvel accord obtenu au Parlement.

Toutefois, le Ministère de l'Education n'a pas soumis comme prévu le nouvel accord obtenu au Parlement, et les marches étudiantes ont repris dans une atmosphère tendue.

Les marches ont été infiltrées par des policiers et les services secrets pour semer le trouble au sein du mouvement étudiant, mais tout le peuple birman tentait de les protéger, faisant preuve d'une vraie solidarité. En arrivant dans un canton, les autorités demandaient le nom des organisateurs des marches (non autorisés). Même sans les donner, les leaders étudiants savent qu'ils sont tous sur écoute et/ou suivis et

que les autorités ont les noms de toutes les personnes impliquées. Les responsables étudiants ne se promènent jamais seuls, y compris dans Rangoun, pour éviter d'être arrêtés sous de faux motifs.

Les étudiants ont alors montré leur volonté de continuer la marche jusqu'à ce que le gouvernement prenne le temps de les écouter et accepte leurs demandes.

Le 10 mars, la police a violemment attaqué des manifestants pacifiques de Letpadan. 127 étudiants, journalistes et moines ont été arrêtés et la police a utilisé des bâtons pour battre les manifestants, les villageois et les ambulanciers qui tentaient de leur porter secours.

Phyoe Phyoe Aung est l'une d'entre eux, elle est incarcérée dans la prison de Thayawady depuis le 10 mars. Malgré son état de santé fragile, elle aurait subi, comme ses camarades, des mauvais traitements en détention.

Droits des étudiants

Le gouvernement a peur des syndicats étudiants, il limite donc leurs droits et ceux-ci ne peuvent absolument rien faire, mise à part adhérer aux groupes créés par les autorités qui proposent des activités en ligne avec les politiques du régime. Ils n'ont donc pas la possibilité de s'impliquer en politique, d'organiser des discussions ou conférences, d'afficher des caricatures ou des poèmes, de travailler sur des sujets comme le processus de paix etc.

Les professeurs soutiennent les étudiants, mais sont effrayés car ils peuvent être mutés s'ils s'expriment trop. En effet, la loi dispose que le contrôle des professeurs soit géré par les autorités centrales et les recteurs des universités sont nommés directement par les ministères.

L'avenir des étudiants dépend des résultats obtenus à l'examen final du lycée, mais cet examen repose sur la mémorisation et non la réflexion et il détermine quelle filière ils pourront choisir par la suite, limitant ainsi toute liberté dans le choix de leur profession.

Les étudiants souhaitent étudier de façon créative pour apprendre à réfléchir par eux même, plutôt qu'en apprenant à retranscrire des informations apprises par cœur. Tout étudiant ou professeur qui propose des activités pour stimuler la pensée est réprimé. Il n'y a également aucun financement pour la recherche et l'on ne sait même pas quel est le ratio d'étudiant parmi la population. A priori, on estime à moins de 20% de la population, les personnes qui passeraient l'équivalent du Baccalauréat aujourd'hui.

Un système élitiste

En Birmanie, il n'y a pas de système de bourse et le système est totalement élitiste. L'éducation est censée être gratuite, mais les professeurs sont tellement sous payés que la corruption est forte à tous les niveaux.

En primaire elle est particulièrement élevée, les élèves doivent payer chaque professeur pour qu'il s'occupe d'eux comme les autres. A l'université, il faut payer l'année et de nouveau chaque professeur, pour chaque semestre, cela reviendrait environ à 500 dollars par an. Pour avoir de bons résultats aux examens, il faut payer davantage.

Enfin, le niveau du système éducatif est tellement mauvais que certains étudiants prennent des cours supplémentaires le soir pour assurer leur avenir.

Beaucoup d'étudiants arrêtent leurs études faute de maîtriser suffisamment le birman : ils parlent des langues ethniques qui ne sont pas autorisées dans le système éducatif.

Wai Wai Nu : les étudiants protestent car l'État montre qu'il veut continuer de contrôler tout le système éducatif avec son nouveau projet de loi. Certains étudiants ne manifestent pas parce qu'ils préfèrent attendre les élections, mais la majorité d'entre eux estime qu'il faut protester maintenant. Le gouvernement, par stratégie, reporte les discussions avec les étudiants pour les affaiblir. Pour l'instant, les autorités n'ont pas accepté de garantir la liberté des leaders des manifestations, ils peuvent donc être arrêtés et condamnés à tout moment pour organisation de manifestations illégales (sans autorisation).

Equality Myanmar est une ONG qui accompagne les organisations de terrain, les communautés et les partis politiques dans leur programme de formation et de plaidoyer. Leur objectif est de renforcer les capacités des personnes qui s'engagent en faveur des Droits de l'Homme pour tous, de l'éducation et d'une transformation de la société.

Kelsey Atwood accompagne 4 petites structures travaillant notamment sur les droits de la communauté LGBT. Américaine, ayant grandi en Inde et en Thaïlande, elle a déjà travaillé sur cette thématique dans d'autres pays asiatiques.

LGBT

L'article 377 du Code pénal birman dispose que la sodomie est illégale puisqu'elle constitue « un acte contre nature ». Cet article n'a été mis en œuvre qu'une seule fois pour condamner un transsexuel. Il a, par la suite, été utilisé pour un autre cas qui a finalement été considéré comme de l'inceste et jugé en vertu d'un autre article. Pourtant de nombreuses personnes ont été arrêtées en vertu de ces dispositions.



Les policiers et juges ne savent pas utiliser cet article et trouvent d'autres éléments d'accusation. Toutefois, le simple fait que cet article existe crée un espace pour l'homophobie et une pression pour la communauté LGBT. Il y a quelque mois, en 2014, 7 transsexuels ont été arrêtés et abusés sexuellement pendant leur garde à vue, ils ont également fait l'objet d'insultes et été contraints de signer une déclaration les engageant à ne plus jamais s'habiller en fille. Ces cas illustrent tout à fait l'homophobie des policiers et montrent le problème culturel qu'elle constitue en Birmanie.

Paradoxalement, la transsexualité est mieux tolérée que l'homophobie. Les transsexuels sont discriminés au quotidien, mais cela reste mieux accepté au sein de la société birmane.

En Birmanie, aucun espace n'existe dans la société pour les femmes homosexuelles. Alors que les hommes gays sont relativement nombreux, les lesbiennes sont presque inexistantes. Certaines associations essaient de créer un groupe. Le principal problème que rencontre la communauté LGBT est l'existence de l'article 377. Il semblerait que certains parlementaires soient ouverts aux discussions sur le sujet. Ils ont récemment accepté de porter la question de l'amendement de cet article devant le Parlement. Des associations de défense de la communauté LGBT travaillent sur un projet d'amendement avant les élections.

Les personnes victimes d'agression ou de discriminations ne les reportent que rarement auprès de la police ou de la justice et il est difficile de prouver le lien entre agression et identité sexuelle des victimes. La religion étant au cœur de la société birmane, l'homosexualité et la transsexualité sont encore taboues et très peu de personnes ne confient leur identité sexuelle à leur entourage, en particulier à leur famille. Nombre d'entre eux préfèrent rejoindre la ville de Rangoun, plus tolérante, pour vivre tranquillement et à l'abri du jugement de leurs proches sur leur homosexualité/ transsexualité.

Une autre loi interdit de prendre part à une activité qui est susceptible de diffuser des maladies et MST. Elle vise directement la communauté LGBT. En effet, l'impression générale est que les homosexuels/transsexuels transmettent des maladies. Cet article est peu utilisé pour condamner des personnes, il est surtout mis en œuvre pour les arrêter et les harceler. Le pire réside encore une fois, dans l'existence même de cet article, il crée une pression sur les personnes concernées. Pour la communauté LGBT, une solution pour éviter les abus et les discriminations est de verser des pots de vins !

Le concept LGBT est nouveau en Birmanie et, étonnamment, il n'est pas si mal considéré, notamment car la population n'est pas informée et ne sait pas réellement de quoi il s'agit. Beaucoup reconnaissent, par exemple, les transsexuels comme faisant partie de la société, puisqu'ils divertissent le peuple et font partie de spectacles. Ils constituent, ainsi, des « exceptions à la normalité ».

Dans les zones rurales, le concept est particulièrement peu connu, des associations ont lancé un mensuel gratuit « Rainbow magazine ». Il s'agit du seul journal destiné à la communauté LGBT qui aborde le sujet ouvertement en Birmanie. Les responsables de ces associations reçoivent chaque mois des courriers de dizaines de lecteurs à travers le pays pour les remercier de cette aide précieuse qui leur a, parfois, « sauver la vie ». En effet, personne ne sait ce que c'est, n'en parle ni n'a des contacts pour avoir ou partager des informations.



Récemment, le festival du film LGBT a été organisé à Rangoun en partenariat avec l'Institut français. Plusieurs films, sur la signification et la vie quotidienne d'homosexuels et de transsexuels, ont été diffusés. Le festival a attiré plusieurs milliers de personnes sur 3 jours, ce qui constitue un signal fort et optimiste pour l'avenir et la reconnaissance de la communauté LGBT. En mars 2014, un couple homosexuel s'est même marié publiquement pour la première fois en Birmanie.

MISSION A DAWEI

Thant Zin – Dawei Development Association (DDA)

Dawei Development Association (DDA) est une association de juristes, qui fait partie du “Taninthary consortium”. Il comprend lui même 9 CSO qui travaillent sur les problématiques liées à l’investissement dans la région : ressources naturelles, pollution, confiscations de terre etc. L’association assure la promotion des droits des paysans/pêcheurs et de leurs savoir-faire, soutient les activistes locaux et organisent des rencontres et formations entre acteurs locaux. DDA n’est pas enregistré en tant qu’association car les démarches sont trop compliquées. Les autorités utilisent se prétexte pour les mettre sous pression. Toutefois, ils ont une réelle reconnaissance dans la région auprès des communautés.

Thant Zin est le responsable locale de DDA et d’un consortium de 9 associations sur le sujet. Il possède un bon anglais et est habitué aux médias et ONG internationales, mais il n’est pas très disponible.



Le projet de Zone Économique Spéciale

Le projet aujourd’hui

Le projet de Zone Economique Spéciale (SEZ) a commencé en 2010 entre le gouvernement thaïlandais et birman. Initialement, son coût était estimé à 50 milliards de dollars US, il devait s’étaler sur 150 kilomètres carrés et nécessitait l’expulsion de 20 villages. Toute protestation contre le projet, à cette époque, était réprimée, les activistes étaient suivis par les services secrets birmans avec lesquels ils « jouaient au chat et à la souris ».

Mais, rapidement, le projet a connu des difficultés de financement et a pris du retard. Le gouvernement à donc revu à la baisse l'ampleur et la superficie de la SEZ qui ne concernera dans un premier temps qu'une trentaine de km² (mais pouvant s'étendre jusqu'à 132km²). Le projet nécessite aujourd'hui l'expulsion d'au moins 8 villages, mais en impacte beaucoup plus. En 2014, le coup d'État thaïlandais a encore retardé le projet.

Depuis 2010, la SEZ est comme « suspendue » : la construction n'avance pas. Pourtant, les autorités n'ont cessé de réclamer les terres confisquées, sans qu'aucune information ne soit donnée sur l'avancée du projet. Pour beaucoup il s'agissait d'une stratégie du gouvernement pour que les CSOs se désintéressent du sujet et s'affaiblissent.

Mais début 2015, le gouvernement a rencontré le gouvernement thaïlandais pour discuter de leur projet commun et le Japon s'est engagé à participer en investissant d'importantes sommes d'argent (l'accord devrait être signé en juillet). La SEZ est en train de redevenir populaire dans les médias et il semblerait que maintenant que des financements conséquents sont disponibles, les autorités s'apprêtent à commencer les travaux.

Actuellement, le projet de Spéciale Économique Zone (SEZ) de Dawei prévoit, selon les autorités et entreprises impliquées :



- des industries légères : usines de composants informatiques, vêtements, transformation alimentaire, cosmétiques, médicaments etc. ;
- des industries de taille moyenne : par exemple des usines d'assemblage d'automobile ;
- des industries lourdes : aciérie, usine d'engrais (construits le long du littoral de la mer d'Andaman - pollution), produits chimiques ;
- un ou plusieurs barrages construits sur la rivière de Dawei qui permettront d'alimenter des réservoirs d'eau pour la SEZ (destruction de villages) ;
- une autoroute de 138 km qui reliera Dawei à la frontière thaïlandaise (puis jusqu'à Bangkok) et qui devrait être financée par le Japon. Sa construction devrait prendre 3 ans (attention tensions avec l'armée Karen + confiscation de terre pour la construction de l'autoroute) ;

- une industrie et des plantations pour produire du papier et du caoutchouc (confiscation de terre aux petits paysans pour les remplacer par des plantations industrielles : agriculture intensive...) ;
- une centrale à charbon - on ne sait pas quelle sera la capacité maximale mais l'énergie supplémentaire prévue (en plus du projet SEZ) ne sera pas destinée aux habitants de la région qui en manque cruellement mais à la Thaïlande à priori de 270-megawatt) ;
- un port en eau profonde permettant de faire passer 170 millions de tonnes de produit par an et un petit port ;
- des industries de pétrole et de gaz : raffineries et complexes pétrochimiques, pipelines de pétrole et de gaz et réservoirs (impact environnemental).

La construction du complexe comprenant la raffinerie de pétrole, le port en eau profonde, la centrale électrique et le réservoir devrait être gérés par le conglomérat militaire Union of Myanmar Economic Holdings (UMEHL) avec le groupe du cronie Tay Za's, Htoo Group, et des investisseurs chinois: Guangdong Zhenrong Energy Co. Ltd. (GDZR), selon l'accord MoU signé en 2010.

Impacts de la SEZ sur les communautés locales

La SEZ va impacter des dizaines de villages. Parmi eux, il y a des habitants qui vivent des produits de la mer ou de la forêt. Les populations les plus impactées par le projet SEZ sont issues de la minorité Tavoyans (à l'ouest – non reconnue par la Constitution), celles impactées par la construction de l'autoroute et des projets miniers (Dawei - Bangkok) sont les karens (à l'est).



Pour l'instant, seulement 8 sont sur la liste des villages à expulser, mais avec le début des travaux et l'arrivée d'investisseurs supplémentaires, les autres villages de la zone vont suivre. Officiellement, les terres de ces 8 villages ont déjà été confisquées et les compensations sont gérées au cas par cas. Toutefois, comme le projet a pris des années de retard, les paysans restent sur leurs terres pour les cultiver mais aussi en signe de protestation. Un village a été construit pour reloger les paysans expulsés, mais il est éloigné de leurs terres et est totalement désert. En effet, comme il ne répond pas aux besoins des villageois, qui n'ont notamment plus accès à l'agriculture et à la pêche, à l'éducation etc. aucun d'entre eux n'y a emménagé. Il s'agit d'un village d'immeubles fantômes.



L'ensemble des villages présents sur la SEZ sont également impactés par la pollution, la poussière et les déchets occasionnés par les travaux. Certains paysans n'arrivent déjà plus à cultiver leurs terres, qui ont été abimées par la construction de route, les inondations provoquées par les déviations de ruisseau etc.

➤ **Confiscation de terres liées à la SEZ**

Les confiscations de terre ont commencé alors que la construction du projet en lui-même, n'a pas réellement démarré. Les terres qui ont déjà été évacuées étaient surtout des terres qui étaient cultivées.

Statistiques DDA : pour l'instant, 81 familles ont été déplacées et 350 acres de terres ont été confisquées de force par les troupes armées. Le nombre de confiscation à venir est beaucoup plus important. Les paysans ayant accepté de céder leurs terres, n'ont, le plus souvent, reçu aucune compensation jusqu'à présent.

Les confiscations de terres liées à la SEZ sont de 2 types :

- Directes : confisquées par les autorités qui les attribuent aux entreprises ou investisseurs de la SEZ
- Indirectes : confisquées via les autorités mais pour les cronies qui ne les utilisent pas mais se contentent de spéculer sur l'augmentation du prix des terres, qu'ils pourront revendre plus tard aux entreprises.

Il n'y a aucune transparence, ni trace écrite concernant d'éventuels proposition ou versement de compensations, si ce n'est des distributions mises en scène par les autorités pour montrer, sous les feux des projecteurs, qu'elles sont responsables. Il n'existe aucun mécanisme de distribution des compensations sérieux. Les CSO n'ont pas les capacités pour gérer seules les compensations, mais elles aimeraient être intégrées au processus afin de contrôler de ce qu'il se passe.

Les compensations donnent lieu à une corruption forte, mais aucune information ne circule sur le sujet. Les entreprises distribuent les compensations au « SEZ Supporting Comitee » qui négocie ensuite avec les paysans concernés. Toutefois, on ne sait pas combien donnent les entreprises. Certains ont recours au hacking informatique pour avoir les chiffres, mais même en les ayant, ils ne peuvent rien faire car il n'y a pas d'État de droit et les administrations locales ont l'habitude de la corruption donc il n'est pas possible de changer leurs habitudes.

Tout le monde travaille séparément : les médias, les CSOs et les autorités, s'ils coopéraient davantage cela faciliterait les choses.

➤ **Zone de Na Bu Lae – l'une des plus impactées**

Interview d'un jeune activiste du village de Htein Gyi : Na bu Lae Youth group - Kiaw Thu

Htein Gyi est l'un des plus gros villages de la zone, 2 000 personnes (majorité Tavoyan) y habitent et une école et même un lycée y sont implantés. Il est l'un des 8 villages de la zone qui fera l'objet d'une expulsion.

Avec le groupe d'activistes Na Bu Lae Youth Group, les habitants ont publié, début janvier, une déclaration dans les médias, demandant aux autorités de régler tous les problèmes (notamment de confiscation) avec les villageois avant de commencer le projet. Le village sera de toute façon expulsé et Kiaw Thu craint que les habitants ne reçoivent pas de compensations.

Dans le village, environ 300 acres vont être confisqués au total. Certaines terres ont déjà été saisies par les autorités, mais personne n'a reçu de compensations jusqu'à présent car le processus de distribution est à l'arrêt puisque les terres ne sont pas encore utilisées.



Les habitants cultivent les noix de cajou, les noix de coco, le caoutchouc, le sésame et les légumes. Ils profitent également de la pêche. Ces plantations vont laisser place à des usines, mais ils ne savent pas quand, comment, ni quoi. En effet, les autorités confisquent les terres sans qu'elles n'aient été vendues. Elles persuadent ensuite les investisseurs de s'y installer.

Yi Yi Htwe – Secrétaire du syndicat des paysans de Dawei

Activiste de terrain qui ne parle pas du tout anglais. Elle coopère avec les associations travaillant sur les problèmes fonciers à Dawei et participe aux groupes de travail destinés à mettre en place les actions définies par le réseau, sur le terrain.

➤ Des communautés expulsées des terres de leurs ancêtres

Le problème principal à Dawei est que le projet de SEZ a considérablement augmenté le prix des terres qui sont devenues inaccessibles pour les résidents dans toute la région:

- Les terres de la future zone industrielle sont passées de 1 à 2 millions de kyats à 100 millions de kyats, soit une multiplication par cent ;
- Dans les campagnes et les villes à proximité, ils auraient été multipliés par 15.



⇒ Si les paysans n'acceptent pas les compensations, ils perdent tout, mais s'ils les acceptent, les montants ne sont pas suffisants pour racheter de nouvelles terres dans la région. Les habitants de la région n'ont donc plus aucune perspective pour leur futur et pour la génération suivante. De plus, les paysans ne savent pas utiliser les compensations distribuées. Les rares villageois qui ont accepté les compensations et qui les ont reçues, ont dépensé leur argent n'importe comment sans investir dans quelque chose de durable, comme une nouvelle terre.

Les villageois qui avaient l'habitude de vivre près de la mer seront forcés à vivre dans la forêt et à changer leur mode de vie radicalement. Ils seront donc totalement déracinés. Selon les recherches des CSO, la plupart des terres appartiennent désormais aux riches hommes d'affaires proches du gouvernement notamment de Mandalay. Les habitants doivent désormais quitter leur région pour aller en Thaïlande ou ailleurs et trouver de quoi vivre. Ils perdent leurs cultures et leurs croyances et sont remplacés par des personnes étrangères à leurs coutumes. Les langues, la culture et les croyances de cette région sont menacées de disparaître. Malgré les protestations, la situation s'est largement détériorée ces 4 dernières années.

L'hypocrisie du gouvernement

La moitié des paysans du village de Yi Yi Htwe, ont accepté les compensations, l'autre les ont refusées, arguant que leurs terres avaient été achetées à Nay Pyi Daw et qu'ils pouvaient donc les garder. Récemment, le porte-parole du parlement est venu les voir et a annoncé devant 4 000 personnes, qu'il s'engageait à trouver un arrangement qui conviennent aux paysans qui refusent toujours les compensations. Quelques jours plus tard, des panneaux ont été installés sur leurs terres par les autorités indiquant « sur ces terres, un projet va être construit par le Parlement ». Depuis, les paysans doivent constamment surveiller leurs terres, de peur que les autorités ne les leur confisquent pendant leur absence.

Un grand nombre d'entreprises ont eu les licences des terres qu'elles souhaitent exploiter, directement par Nay Pyi Daw, sans qu'un accord n'ait été passé avec les paysans. Elles souhaitent ainsi commencer à construire directement et ont l'autorisation des autorités pour détruire les plantations et cultures qui s'y trouvent. Lorsque les paysans sont occupés à surveiller leur bétail, les entreprises installent ainsi des panneaux indiquant que les clôtures ne peuvent pas être enlevées.

De leurs cotés, les cronies, MP et officiers ont des informations sur l'avancée du projet (que les populations n'ont pas) cela leur permet d'acheter les terres tout en sachant que leur prix va augmenter et qu'ils pourront les revendre facilement plus chères. Les terres ne sont vues que comme de l'argent.

➤ **Diviser pour mieux régner**

Le gouvernement essaie de créer des tensions entre les habitants des villes, les activistes et les entreprises :

- Alors que beaucoup d'habitants de la région attendent du projet qu'il permette le développement de la zone, il fait courir des rumeurs accusant les communautés locales de s'opposer totalement à la SEZ et qualifie les activistes « d'ennemis ». Il manipule les médias et utilise les manifestations en faveur du projet pour en légitimer sa gestion. En réalité, les activistes et les paysans ne s'opposent pas à la construction du projet en soi, mais à sa mauvaise gestion, au manque de consultation et aux conséquences environnementales et sociales qui les impactent directement. Ceux-ci critiquent en particulier la construction du barrage, de la raffinerie et de la centrale de charbon.
 - Les autorités promettent des emplois, ce que certaines communautés saluent alors que d'autres pensent qu'ils ne seront ni fixes ni durables ;
 - Les investisseurs et les communautés locales ne peuvent pas se mettre d'accord car Nay Pyi Daw les montent les uns contre les autres. Les entreprises veulent récupérer les terres qu'elles ont achetées au gouvernement, alors que, les paysans refusent de céder des terres qu'ils n'ont pas accepté de céder ou pour lesquelles ils n'ont pas reçu de compensations.
 - Des fonds ont été distribués à certains monastères. Ils sont accusés pas les communautés qui les ont refusés ou n'ont rien eu, d'avoir accepté un accord avec les entreprises ;
 - Pour reloger les paysans dont les terres ont été confisquées, les autorités confisquent de nouvelles terres, dans un cercle infernal.
- ⇒ Le gouvernement est censé être l'intermédiaire entre les habitants, les entreprises et les activistes, mais il aggrave volontairement les tensions pour forcer la main des paysans.

➤ **Pousser à bout les populations et les activistes pour les forcer à accepter le projet**

Il arrive aux entreprises de jeter de l'huile et des produits toxiques sur les cultures des paysans afin d'accentuer la pression et effrayer les habitants.

Ceux qui protestent contre les entreprises seraient régulièrement harcelés et arrêtés. D'une façon générale, les activistes perdent espoir et en ressortent affaiblis. De même, de plus en plus de paysans ont peur de passer à côté des compensations et sont à bout, à force de surveiller leurs terres constamment, ils décident d'abandonner leurs terres et d'accepter les compensations.

Les CSO qui mènent des actions de plaidoyer au niveau local sont victimes de pressions de la part des autorités et des entreprises. Elles devraient pourtant être protégées. Certains paysans n'ont, toutefois, aucune intention de céder leurs terres et continueront de se battre jusqu'au bout.

➤ **Recommandations pour la communauté internationale :**

La sécurité et le niveau et mode de vie de milliers de personnes sont menacés et devraient être protégés par la communauté internationale par du plaidoyer, mais aussi par un soutien dans leur vie quotidienne. Le gouvernement français devrait demander au gouvernement birman de ne pas faire signer par Nay Pi Daw la vente de leurs terres, pour laisser aux communautés leur souveraineté.

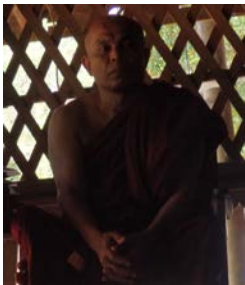
Myo Thu – Dawei Development Association (DDA)

Myo Thu connaît tous les acteurs de la société civile locale, les moines activistes ainsi que la plupart des paysans impactés par le projet. Il est Tavoyan (minorité locale) et parle très bien anglais.

Une mobilisation citoyenne forte et efficace !

➤ **Village de Kalone Hter : Interview du moine Sayadawe U Panya Wuntha**

Kalone Hter est un village de 2 000 personnes, situé à une trentaine de kilomètres de Dawei, sur des collines en hauteur. Une rivière traverse ces collines et pendant la saison des pluies, le niveau de l'eau monte et le débit devient très important. Pour alimenter les besoins énormes de la SEZ en eau, les autorités prévoyaient de construire un barrage sur cette rivière. La construction de ce barrage devait augmenter le niveau de l'eau de 200 mètres, engloutissant ainsi le village en entier.



Les habitants, portés par le moine du village, U Panya Wuntha, célèbre dans le pays, se sont mobilisés et ont refusé d'abandonner leurs terres. Ils ont manifesté, écrit au gouvernement birman, aux entreprises concernées (thaïlandaises et birmanes), travaillé avec les médias et les leaders religieux du pays, ont organisé des meetings avec la population etc.



En effet, ils ne veulent pas quitter leurs terres, très riches, elles leur permettent d'avoir un très bon niveau de vie et d'être heureux depuis plusieurs générations. Grâce à leurs plantations de noix de coco et autres fruits et légumes, ils gagnent entre 4 et 6 dollars par jour. La rivière leur permet de pêcher et de se baigner, l'école, très bien organisée compte plus de 1 000 enfants et les familles disposent de scooters et de camionnettes pour rejoindre la ville. La communauté a même organisé des espaces communs avec des bains thermaux naturels !

Leur mobilisation a fini par payer puisque la construction du barrage a été suspendue jusqu'à 2019 et les villageois occupent toujours leurs terres. Toutefois, les autorités ont décidé de construire un plus petit barrage, plus loin sur la rivière et les habitants ne savent pas s'il impactera leur village. Les travaux n'ont pas encore commencé.

De plus, des doutes demeurent quant à l'après 2019. En effet, le manque de financement du projet de SEZ a peut-être convaincu les autorités de retarder la construction du 1^{er} barrage, mais depuis que le Japon a décidé de participer, de nouveaux investisseurs risquent de se joindre au projet et les autorités pourraient décider de reprendre le projet après 2019. « *Le problème est que tout change tout le temps avec la SEZ* » s'inquiète Thant Zin.

Lorsque nous nous sommes rendus sur les lieux, l'entreprise *Italian-Thai Development Public Company Limited (ITD)* responsable de la construction des barrages, était en train de prendre des mesures et de faire des analyses géographiques.

➤ Interview avec le moine du village de Ma Yin Gyi



Ma Yin Gyi est un village de 130 maisons et environ 500 habitants, situé au bord de la mer d'Andaman et sur la rivière Tevoy (très proche du petit port de la SEZ). Cette excellente localisation, permet aux habitants de compter sur la pêche d'eau douce et d'eau salée, mais aussi de cultiver été comme hiver un grand nombre de céréales, fruits et légumes. La spécialité locale est notamment la noix de cajou. Les villageois sont auto-suffisants et produisent plus de 10 000 dollars de marchandises par an ! En majorité Tavoyan, ils sont heureux sur ces terres qu'ils occupent depuis toujours.

En 2010, les autorités ont demandé aux habitants de quitter leurs terres, ce qu'ils ont refusé. Le moine était le leader de la communauté bien avant le début du projet de SEZ, il qualifie la communauté de « très forte ». Ensemble, ils se sont organisés, en envoyant des lettres à Nay Pyi Daw, en manifestant et mobilisant les médias. Ils ont reçu le président du Comité de Dawei, avec lequel ils ont étudié la carte pour montrer quels endroits devaient être exclus du projet.

Les activistes de la région, ont également rencontré les activistes des villages impactés par la mine de cuivre de Letpadaung, pour échanger sur leur façon de contester et préserver leurs terres. Les deux mobilisations sont très différentes car la mine de cuivre est déjà fonctionnelle depuis plusieurs années, les activistes de Letpadaung ont donc une approche beaucoup plus frontale alors que ceux de la SEZ essaient de contourner les problèmes et trouver des chemins indirects.

En 2012, le gouvernement a accepté de retirer Ma Yin Gyi du projet de SEZ. Il n'a pas prévenu les habitants, qui l'ont appris par les journaux. Ils ne savent donc toujours pas ce qui a poussé les autorités à faire marche arrière. Toutefois, ils se doutent que c'est lié aux problèmes financiers et au fait que la zone prévue initialement était beaucoup trop grande par rapport à ce que les autorités et entreprises pouvaient gérer. A priori les terres déjà confisquées et celles qui le seront prochainement, devraient suffire au projet actuel. De plus, les compensations qu'elles auraient dû verser auraient été très importantes, étant donné le nombre de personnes impactées et leur résistance au projet.

Jusqu'à présent, seul un musée de la SEZ et les routes qui permettront de commencer les importants travaux de la SEZ ont été construits. La construction des routes a détruit certains champs et a coupé les cours d'eau qui irriguent leurs cultures. Certains champs sont désormais inondés, tandis que d'autres manquent d'eau. Quelques paysans ont bénéficié de compensations, mais la majorité n'a rien reçu.

Les conséquences de la SEZ pourraient être bien plus graves à l'avenir. En effet, pour l'instant rien n'a réellement commencé. Les autorités et entreprises déclarent que la SEZ sera seulement un petit port et quelques usines et habitations, mais les villageois savent que des usines pétrochimiques pourraient être construites juste à côté de chez eux. Les risques pour l'environnement, mais également, pour la santé des villageois seraient extrêmement élevés.

Les villageois de Ma Yin Gyi ont gagné leur premier combat, mais ils savent que le pire reste à venir. Ils considèrent qu'il est injuste que les bénéfices de ce projet qui les impactera eux, ne soient destinés qu'aux entreprises alors que les terres leur appartiennent depuis des générations.

➤ **Interview d'une villageoise qui possède des plantations de noix de cajou à Ma Yin Gyi**



La construction des routes ont endommagé ses plantations, mais elle n'a reçu aucune compensation. De plus, pendant la saison des pluies elle est victime d'inondations alors que pendant la saison sèche elle manque d'eau (ce n'était pas le cas avant la construction des routes).

Les entreprises et autorités viennent souvent la voir pour lui acheter ses terres car ils savent qu'elles sont riches en ressources. Elle refuse et est régulièrement menacée par la police. Elle ne souhaite pas les vendre car des plantations durent toute une vie alors que les compensations ne sont que temporaires.

Elle est inquiète pour l'avenir de sa communauté car les entreprises s'invitent directement dans leur village créent des tensions entre habitants. Elle constate que les businessmen ne sont intéressés que par l'argent et que les habitants sont déjà divisés.

Etat karen : Cérémonie de préservation de la nature

Dans l'État Karen, dans les zones contrôlées par la KNU, les communautés ont adopté leurs propres lois relatives à l'eau avec les CSO et les leaders religieux afin de maintenir la qualité de l'eau qui leur est vitale, mais aussi conserver leurs activités de pêche et d'élevage de poisson sur le long terme. Ces lois fonctionnaient très bien jusqu'à l'arrivée d'investisseurs étrangers qui eux, ne les respectent pas.



En 2014, les CSOs locales, en lien avec les leaders religieux de la région et certains responsables de la KNU ont organisé une cérémonie pour la préservation de la nature. Plus de 2 000 personnes s'étaient regroupées pour réfléchir et échanger sur l'importance du respect de l'environnement pour leur culture et leur survie.

Info Birmanie s'est rendue à la 2eme célébration de préservation de la nature (un an après – février 2015). Des leaders religieux bouddhistes, musulmans, chrétiens et hindouistes étaient présents dans une atmosphère chaleureuse, d'échange et de respect.

Le sujet principal de la rencontre était l'eau. En effet, le peuple karen qui vit sur ces terres dépend entièrement des rivières qui bordent leurs terres et cultures, qui servent de moyen de transport et qui sont à la base des tâches domestiques. Il y a une réelle conscience de l'importance de préserver les sources d'eau,

qui existaient avant eux et doivent permettre aux générations futures d'en profiter. Les habitants dénoncent également la déforestation qui serait responsable du manque d'eau constaté aujourd'hui (en comparaison avec le passé). Enfin, les activistes dénoncent les mono cultures implantées dans la région massivement par les entreprises (surtout caoutchouc et huile de palme) qui consomment trop d'eau et de pesticides. Ils recommandent les multi plantations et l'agriculture traditionnelle sans pesticide pour limiter la consommation d'eau et protéger la qualité des terres.

L'objectif du rassemblement était également de trouver des solutions pour que les communautés puissent protéger leur environnement sans en être empêchées par le gouvernement. En effet, dans la région, une mine d'or est en train de polluer l'une des 2 rivières, en relâchant des produits toxiques. Les poissons, autrefois nombreux, dépérissent et les habitants de cette zone, ne peuvent plus utiliser l'eau pour l'agriculture, ni la pêche, comme ils en avaient l'habitude. Une 3ème source d'eau a été asséchée suite à la déforestation d'une zone située derrière le village où se trouve la cérémonie et les 2 rivières seraient de moins en moins abondantes.

Enfin, un nouveau projet de mine d'étain a vu le jour dans la région et menace la qualité de l'eau de la seconde rivière, aux alentours de Thanhthapin. En effet, pour extraire cette ressource, l'entreprise souhaite utiliser l'eau de la rivière, qu'elle associerait avec des produits chimiques. Pour l'instant, l'extraction n'a pas commencé mais les autorités et les entreprises concernées sont en train de négocier. Les communautés de la région ont refusé le projet, mais subissent beaucoup de pression.

